www.toogezer.com

toogezer

Le mag qui nous rend citoyen

n°4 Juillet-Août 2008
gratuit

Ne pas jeter sur la voie publique

Axelle Red : « Les femmes et les enfants, c'est ma cause ! »

rencontre 04

agir

Passez des vacances écolos et solidaires 8

s'informer

Nantes : un Forum mondial pour les droits de l'Homme 28

carteblanche

Serge Orru, Directeur général du WWF-France 47

toogezer vous fait GAGNER
UN WEEK-END écodurable pour deux
en partenariat AVEC VOYAGES-SNCF.COM

pour jouer, rendez-vous sur toogezer.com

Voyages-sncf.com

2ème édition LES TROPHÉES DU TOURISME responsable
ÉDITION 2008

assumer // respecter // agir
take responsibility // respect // act
asumir // respetar // actuar
承担//尊重//行动

Assumer // Nantes a regardé son passé négrier en face à travers la plus grande exposition jamais réalisée en Europe « les anneaux de la mémoire/Europe-Afrique-Amériques ». **Respecter //** Depuis le 400e anniversaire de l'Édit de Nantes, Nantes continue de s'interroger sur les notions de tolérance, de liberté de pensée, de libertés religieuses et de paix civile. **Agir //** Nantes Métropole soutient l'organisation du forum mondial des droits de l'Homme depuis 2004 et va réaliser le mémorial de l'abolition de l'esclavage signé de l'artiste Krzysztof Wodiczko.

Take Responsibility//Nantes recently looked its slave-trading past square in the face through the largest exhibit on the subject ever organised in Europe, «The Rings of Memory/ Europe-Africa-America". **Respect//**Since the 400th anniversary of the Edict of Nantes, Nantes has continued to work on the notions of tolerance, freedom of thought, religious freedom and civil peace. **Act//**Nantes Métropole has supported the organisation of the World Forum on Human Rights since 2004 and is planning to sponsor the memorial to the abolition of slavery signed by the artist Krzysztof Wodiczko.

Asumir // Nantes ha mirado de frente su pasado negrero a través de la exposición más grande jamás realizada en Europa, «Los anillos de la memoria / Europa - África - Américas». **Respetar //** Desde el 400 aniversario del Edicto de Nantes, esta ciudad continúa interrogándose sobre las nociones de tolerancia, de libertad de pensamiento, libertad religiosa y de paz civil. **Actuar //** Desde 2004, Nantes Metrópolis apoya la organización del Foro Mundial de Derechos Humanos y va a realizar el memorial de la abolición de la esclavitud, que firmará el artista Krzysztof Wodiczko.

承担/南特举办欧洲史无前例的最大规模的展览《欧洲—非洲—美洲的手铐纪念》，以便正视贩卖黑奴的历史。
尊重/自南特赦令400年纪念日以来，南特继续寻求关于宽容的理念，思想的自由，宗教的自由和公民的和平等方面的答案。
行动/自2004年，南特大都市支持举办关于人权的世界论坛，并将创建艺术家克里斯多夫·沃迪斯寇(Krzysztof Wodiczko)设计的关于奴隶制废除的纪念活动。

Bienvenue à Nantes, au rendez-vous mondial des droits de l'Homme.
Welcome to Nantes, host of the World Forum on Human Rights. Bienvenidos a Nantes, a la cita mundial de los Derechos Humanos. 欢迎光临南特，聚会于世界人权活动。

Nantes Métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

0414 - 09/2008

toogezer

juillet-août 2008 • **n°4**

sommaire

rencontre

04 • **Axelle Red** ambassadrice de l'Unicef

agir

06->07 • **Conseils pratiques**
• Ménager • Sport • Consommation
• Web • Finance

08->10 • **Dossier conso •**
Passez des vacances écolos et solidaires

12->15 • **Acteurs**
• Sherpa • Chékéba Hachémi
• L'entreprenariat social

16->19 • **Enquête •**
Le monde du sport face aux droits de l'Homme

s'informer

20->25 • **Environnement et développement durable**
• La controverse OGM • Transport • Écologie • Consommation : l'étiquette environnement

26->27 • **Droits de l'Homme et citoyennetés**
• Les détenus de Guantanamo • Des langues en voie de disparition

28->32 • **Dossier •**
Forum mondial des droits de l'Homme de Nantes

34->35 • **Europe**
• Interview de Bronislaw Geremek

36->37 • **Débat**
• Portable, Wifi, antennes relais : Quel danger ?

38->40 • **Tour d'horizon**
• Belgique • Val-de-Marne/Vietnam • Dordogne

temps libre

41->42 • **Lire Voir Écouter** • **Courrier des lecteurs**
44->45 • **Toogezer Conso**
46 • **Jeux**
47 • **Carte Blanche**
Serge Orru, Directeur général du WWF-France

Pour aller plus loin **visitez www.tooogezer.com**

toogezer

Une publication des Éditions Toogezer, SAS au capital variable de 200 000 euros, RCS Paris n° 500 470 190.

Bureaux et courrier
96 bis, rue Beaubourg, 75003 Paris
Siège social
1, rue Véronèse, 75013 Paris

Téléphone
+ 33 1 73 00 76 40
Fax
+ 33 1 77 37 04 77
Courriel
contact@toogezer.com
prenom.nom@toogezer.com

Fondateurs & Directeurs
Pierre Bonati & Michel Taube
Directeur associé
Jean-Claude Barnathan

Coordination générale & développement
Charlotte Boulanger, Virgile Charlot

Rédaction en chef
Marie Ernoult

Journalistes
Raquel Hadida
Stéphanie Senet

Directeur artistique
Olivier Dechaud

Site Internet et secrétariat de rédaction
Céline Bretel

Secrétaire générale
Flora Barré

Publicité
Roseline Chakroun
Marlène Guillot

Communication,
Benoît Da Piedade

Diffusion
Posterscope, David Dussut

Impression
Rossel, 1, av. Schumann, 400 Nivelles, Belgique

Dépôt légal à parution

ISSN
1961-6309

Commission paritaire
en cours

Édito

Article 31

Rêvons un peu...
Nous sommes le lundi 10 décembre 2008. Il est 20h sur le parvis du Trocadéro, Esplanade des droits de l'Homme. Réunis à l'initiative de Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, de Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, d'Al Gore et du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), prix Nobel de la paix 2007, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies se tient au Palais de Chaillot, là même où 60 ans plus tôt était proclamée la Déclaration universelle des droits de l'Homme.
L'Assemblée, après un vote qui a réuni les voix de 160 des 192 États membres de l'ONU, adopte un nouvel alinéa au préambule de la Déclaration universelle : « Considérant le strict respect de l'environnement et la sauvegarde des ressources naturelles comme des biens de l'humanité indissociables du respect des droits de l'Homme proclamés par cette présente Déclaration ».
L'Assemblée vote ensuite un article 31 de la Déclaration :
« Toute personne a droit au respect de l'environnement et à la sauvegarde des ressources naturelles. Il est un devoir pour tous d'œuvrer à leur sauvegarde et à un développement durable des sociétés. »
Un rêve pour exprimer le double défi qui attend les éco-citoyens que nous devrions être.

Pierre Bonati & Michel Taube

Geste citoyen

Réfrigérateur, congélateur, comment réduire sa facture ?

Deux gestes anodins et simples, mais pourtant essentiels :
1) Adaptez la température
Les températures moyennes conseillées sont pour votre réfrigérateur + 5 °C et pour votre congélateur - 18 °C. Chaque degré en moins par rapport à ces températures gaspille 5 % d'énergie. Pour un réfrigérateur dont la température se situe à + 3 °C et un congélateur à - 20 °C, vous augmentez votre facture de production de froid de 10 % par rapport au juste nécessaire, soit une économie de 14 euros par an pour un ménage moyen de 4 personnes.
Astuce : placez un thermomètre à l'intérieur de vos appareils pour vérifier régulièrement la température.
2) Dégivrez régulièrement
Le dégivrage régulier (conseillé tous les 3 mois) de vos réfrigérateurs et congélateurs est primordial afin de garantir la pleine efficacité de vos appareils. Une couche de givre assez fine de 3 mm augmente de 30 % votre consommation, soit de 41 euros par an pour un ménage moyen de 4 personnes. Il existe également des appareils à dégivrage automatique no frost.
Astuce : lors du dégivrage, nettoyez l'appareil à l'eau vinaigrée afin de le désinfecter et d'en éliminer les éventuelles mauvaises odeurs.

Pascal Carré, Écono-écolo, www.econo-ecolo.org

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique) : Clément Boursin, Gilles Biraudeau, Pascal Carré, Olivier Delahaye (Agence Rue des Pommiers), Karine Dupré, Sylvère Jouin (Lecilvert), Antoine Pennewaert, Estelle Plas-Rassent, Refedd, Seb.

Remerciements à : Pascal Tilche, ONG Conseil, Jem Solutions, Géronimo Direct, Cesam informatique, Book Service (Eric Le Quinio), Acat-France, Info-durable.be, Écono-Écolo, Naturavox, Interdépendances, Pourmaplanete.com.

Le journal est imprimé sur du papier avec 60 % de fibres recyclées, avec des encres végétales.
La machine d'impression emploie le strict minimum d'énergie nécessaire à sa fabrication.

Pour connaître les points de dépôt : www.toogezer.com

© melody mc daniel

Axelle Red, son combat pour les femmes et les enfants

Ambassadrice pour l'Unicef en Belgique depuis plus de 10 ans, Axelle Red a fait de la violation des droits humains, et plus particulièrement des droits des femmes et des enfants, « sa » cause. L'utopisme est son rempart, la révolte son exutoire et la musique... sa vie. Rencontre avec une artiste au grand cœur.

Vous êtes ambassadrice bénévole pour l'Unicef depuis 1997, comment est né ce désir d'engagement ?
Pendant mes études de droit, je voyageais souvent, comme beaucoup d'étudiants : on part avec le sac à dos vers des destinations où la vie sur place ne coûte rien. Mais très vite, on se sent mal parce qu'on ne rend rien à ces pays... Je me souviens être allée dans une école au Vietnam et avoir demandé à une petite fille ce qu'elle voulait faire plus tard. Elle m'a dit qu'elle voulait devenir médecin. Et je me disais que jamais elle n'aurait la possibilité de le devenir... J'aurai aimé monter un projet humanitaire, mais après mes études, je suis allée vers la musique. Alors j'ai pris l'option de me battre, à côté de mon travail, contre les violations des droits humains, auprès de l'Unicef et d'Oxfam.

Que signifie pour vous lutter contre les violations des droits humains ?
Quand on parle de violations des droits humains, on parle en fait souvent des femmes et des enfants. En Afrique, je suis convaincue que la femme est la solution. Elle est forte, elle pense moins à faire la guerre. Je suis engagée auprès de l'Unicef et de l'Oxfam, mais mon engagement va au-delà de mon soutien à ces associations. Les femmes et les enfants, c'est ma cause !

Que vous apportent et vous enseignent tous ces voyages auprès de l'Unicef ?
On pense souvent qu'en allant dans les pays en voie de développement, on va apprendre des choses aux personnes que l'on rencontre. Et, en réalité, je reçois des claques à chaque fois, en Asie comme en Afrique. Parce qu'ils ont des valeurs que nous, Occidentaux, nous avons oubliées. Prenons l'exemple des personnes âgées. Nous, nous les mettons dans des maisons de retraite, on dépense notre salaire pour payer des crèches au lieu de confier nos enfants aux personnes âgées. On ne les laisse plus donner leur avis. Pourtant, ils ont tellement plus d'expérience que nous... En Afrique, ils ont toujours ces valeurs.

Votre engagement auprès de l'Unicef vous inspire t-il dans votre création artistique ?
Mon travail artistique et les causes que je défends sont intimement liés. Mon prochain album [qui sortira à la rentrée 2008, NDLR] sera entièrement dédié à la cause des femmes. C'est un livre écrit en musique. C'est un peu comme pour mon précédent album Jardin Secret, dans lequel tout était très bucolique et utopique. Mais pour mon nouvel album, j'avais envie de revenir dans du concret. Je passe par différents cycles : les périodes d'écriture sont des moments où je pense beaucoup et je sens que je peux devenir cynique, alors je bascule dans une phase beaucoup plus utopique où je veux croire que l'homme est bon malgré tout. Je refuse de croire que l'homme est peut-être intrinsèquement mauvais.

Comment voyez-vous l'avenir ?
Les gens se posent des questions et n'ont pas envie d'accepter n'importe quoi. Malheureusement, nous ne sommes plus en 1968. Nous sommes moins naïfs. Parfois, quand je pense aux années 1970, et que je vois Martin Luther King parler, je me dis que j'aurais préféré vivre à cette époque... Aujourd'hui, nous sommes tous responsables : c'est à nous de ne pas accepter les règles du capitalisme. Nous devons refuser d'acheter des vêtements fabriqués par des enfants, d'avoir plusieurs voitures, nous devons faire le choix d'aller faire nos courses chez de petits commerçants pour ne pas qu'ils disparaissent... On peut faire beaucoup de choses en votant, mais encore plus avec l'acte d'achat.

Vous sentez-vous concernée par les problèmes environnementaux ?
Je suis très consciente de ces problèmes. Je ne dis pas je ne commets pas des erreurs. J'éduque mes enfants à cela, par exemple, je leur transmets le plaisir de faire du vélo, je vis dans une ferme, j'ai un potager... Mais il m'arrive d'acheter des produits en magasin, parce que je suis une mère qui travaille... Ce n'est pas toujours évident de gérer cela au quotidien mais je fais un très grand effort.

Propos recueillis par Marie Ernoult

© Nicole Andres

Ambassadrice bénévole d'Unicef Belgique, Axelle Red, a visité un projet de lutte pour la prévention de l'excision au Niger.

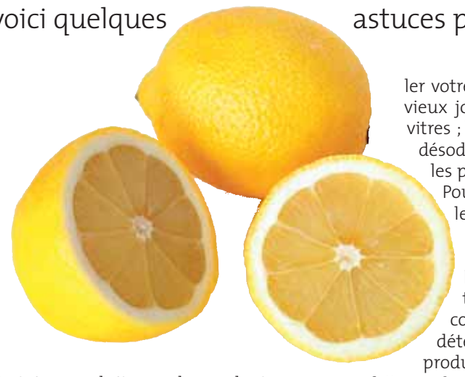
Actu
- Sortie de son prochain double album à la rentrée 2008

Pour en savoir plus
- www.unicedf.be
- www.oxfamsol.be
- www.axelle-red.com

Ménager

Petit ménage écolo

Nos grands-mères, et les grands-mères de nos grands-mères, avaient des remèdes pour tout : secrets de beauté, de bonne santé, et plein d'astuces ménagères. Ces remèdes se composent souvent de produits simples et naturels. En trois coups de cuillère à pot, voici quelques astuces pour faire un petit ménage écolo.



Certains produits ne demandent qu'à connaître une deuxième vie : un vieux citron, dont on peut extraire les dernières gouttes de jus, pourra par exemple faire briller votre argenterie ; quelques pages de vieux journaux serviront à nettoyer les vitres ; le marc du café est un excellent désodorisant, dans le frigo comme dans les placards.

Pour ceux qui veulent aller plus loin, sachez qu'il est encore possible – malgré les publicités qui tendent à nous faire croire le contraire – d'éviter la surdose de détergents ménagers. Là aussi, des produits traditionnels peuvent tout à fait remplacer lingettes, sprays et mousses. Le bicarbonate de soude, par exemple, est une excellente poudre à récurer ; le savon noir de Marseille est un multi-usages en or : nettoyant, dégraissant, nourrissant, il s'utilise dans toute la maison, mais aussi pour la lessive ; en parlant de lessive, la Terre de Sommières, une poudre argileuse naturelle, est un détachant hors pair. Et pour éviter les surplus de lessive, on trouve de plus en plus facilement des noix de lavage naturelles, qui offrent un résultat équivalent, la pollution en moins. Alors, convaincus ? Merci mamie !

Un vieux citron peut faire briller votre argenterie

Alexandra Ouraeff
Journaliste de www.pourmaplanete.com

Pour retrouver le dossier complet : www.pourmaplanete.com

Sport

Le tennis handisport toujours en mal de médiatisation !

La célébration du 80e anniversaire du stade de Roland Garros, n'a malheureusement pas été l'occasion de mettre en lumière la pratique du tennis handisport. Seuls Europe 1, ONG Conseil et Toogezer se sont mobilisés, en réalisant interviews et conférences de presse pour médiatiser un sport spectaculaire, dont trois français - Florence Gravellier, Michaël Jérémiasz et Stéphane Houdet- figurent dans le Top 5 mondial. Valides ou handicapés, ne sont-ils avant tout des athlètes partageant le même amour du sport et de ses valeurs ? En tout cas côté courts, les n° 1 mondiaux ont été à la fête ! Shingo Kunieda et Esther Verger ont respectivement remporté le Grand Chelem, en battant les n° 2 mondiaux : Robin Ammerlaan et Korie Homan. Les n° 1 mondiaux ont empoché le jackpot, en remportant également le double associés à Michaël Scheffers et Jiske Griffioen.

© Roland Weihrauch

B. D. P.

Pour les curieux, plus d'infos sur : www.toogezer.com et Dailymotion

Consommation

Devenir incollable sur la conso durable

Pour tout savoir sur les modes de consommation et de production durables, le PNUE (Programme des Nations unies pour l'Environnement) a publié douze fiches analytiques complètes portant sur l'alimentation, l'eau, l'écoconception, l'énergie, l'habitat, les loisirs, la mobilité, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la publicité, les styles de vie et le tourisme. Ces fiches analysent les impacts environnementaux liés aux activités concernées et présentent des exemples de bonnes pratiques à travers le monde.

M. E.

Pour télécharger gratuitement ces fiches, rendez vous sur www.unep.fr

Finance

Combiner bourse et éthique ?

Manger bio, rouler à vélo, voilà des actions concrètes pour accorder sa consommation avec ses propres valeurs, mais qu'en est-il de l'épargne que l'on investit pour préparer sa retraite ou l'achat d'un logement ?
À l'instar du commerce équitable ou de l'habitat écologique, la finance développe depuis une dizaine d'année des fonds dits d'Investissement Socialement Responsable (ISR).

Comment cela fonctionne ?

Pour investir en bourse, deux solutions. Ou bien acheter soi-même des actions d'entreprises, ce qui peut s'avérer complexe pour le néophyte. Autre solution, investir dans un fonds de placement censé faire fructifier vos économies. Dans ce cas, difficile de savoir ce qui est fait de votre argent, et si par exemple il ne va pas contribuer à développer une entreprise qui emploierait des enfants. C'est là l'intérêt de l'ISR. Celui-ci consiste à considérer les enjeux sociaux, environnementaux et économiques lors de la sélection des entreprises, et non seulement l'unique rentabilité financière, généralement de court terme.
Aujourd'hui en France, près de 200 fonds de placement de ce type sont offerts aux particuliers. Le seul hic : peu de marketing est fait à leur sujet car devant la difficulté d'expliquer ces enjeux, les conseillers patrimoniaux des banques évitent généralement de présenter ces produits, alors qu'aujourd'hui tous les grands réseaux en proposent. Alors que de tels fonds ISR se développent rapidement pour atteindre plus de 22 milliards d'euros fin 2007, selon une récente enquête de Novethic – centre de recherche sur l'ISR – seul 1/3 de ce montant est effectivement souscrit par des particuliers, alors que le reste l'est par des investisseurs institutionnels, tels que des caisses de retraite ou des assureurs. Si plusieurs études démontrent qu'il n'est pas nécessaire de sacrifier la rentabilité de ses économies pour y associer ses valeurs, rien n'y fait, il vous faudra vous munir de votre bâton de pèlerin pour convaincre le conseiller clientèle de votre banque ou assurance pour accéder à de tels fonds.

200 fonds de placement de ce type sont offerts aux particuliers

Alors, prêts à appliquer vos convictions de consom'acteur à vos finances ?

Marie Ernoult

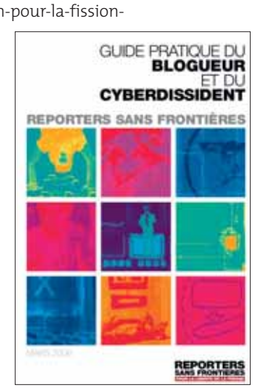
Plus d'info sur www.novethic.fr

Web

Un blog pour moi, toi, et tous les autres !

Avec 120 000 nouveaux blogs chaque jour, la liberté d'expression explose sur le net. Parfois pour le pire (ma-passion-pour-la-fission-nucleaire.blog.com), parfois pour le meilleur. Institutions sérieuses, experts et quidam ont abandonné un peu de solennité pour dire leurs idées et leurs confidences sur un ton personnel et direct, qui fait tout le charme des blogs.
Avant de se lancer dans ce voyage au cœur de l'intime, une lecture du guide du cyberdissident s'impose. Édité par Reporters sans frontières, il décrypte les « agrégateurs rss », « trackbacks » et autres bonheurs du jargon web, et nous guide dans le choix de notre plate-forme communautaire et du logiciel d'édition. Ensuite ? Parlez franchement !

S. S.



Télécharger gratuitement le guide : www.rsf.org/IMG/pdf/guide_fr_md.pdf

Fiche Pratique

Quels fruits et légumes de saison j'achète cet été ?

JUILLET		AOÛT	
LÉGUMES	FRUITS	LÉGUMES	FRUIT
pois	abricot	pois	abricot
haricot	amande	haricot	cerise
tomate	banane	aubergine	reine-claude
artichaut	cerise	courge	mirabelle
concombre	fraise	carotte	pomme
chou-fleur	framboise	navet	melon
carotte	groseille	poivron	pêche
navet	pêche	courgette	raisin
salade	melon	épinard	figue
brocoli	brugnon	poireau	noisette
céleri	prune	radis	poire

60 à 80 %

60 à 80 % des recettes touristiques reviennent aux industries du Nord

15

15 millions de jeunes de moins de 18 ans sont employés dans le secteur du tourisme, selon l'Organisation mondiale du Travail.

Passez des vacances écolos et solidaires !

Tourisme éthique, responsable, durable, solidaire, vert, écolo… Les expressions ne manquent plus pour faire la promotion d'une autre forme de tourisme, joignant l'utile à l'agréable, l'enrichissement personnel au respect de l'environnement et des populations locales. Enquête et conseils sur un tourisme plaçant l'homme et la nature au cœur du voyage.

© Rencontres au bout du monde

Village en Inde himalayenne.

Côtes bétonnées, pollution des eaux et des sols, destruction des cultures locales, inégalités des échanges… Le tourisme a des effets pervers indéniables, mais il n'en demeure pas moins un secteur en pleine expansion. L'année dernière, 898 millions de touristes ont sillonné la planète et l'Organisation mondiale du tourisme en prévoit 1 600 millions en 2020 ! Face à un tel constat, se tourner vers de vraies solutions, durables et plus équitables, s'impose.

Des voyages qui ont du sens

Aujourd'hui, trois formes de tourisme « soutenable » commencent à se faire connaître du grand public : « L'écotourisme, le tourisme responsable et le tourisme équitable et solidaire », énumère Yves Godeau, président de l'Association pour le tourisme responsable (ATR). « L'écotourisme, c'est un tourisme de nature qui vise, au cours du voyage, à étudier l'environnement. Mais ça ne veut pas dire qu'il soit ni responsable, ni équitable et solidaire. Le tourisme équitable et solidaire, lui, s'apparente au commerce équitable. Le voyage est accessoire, ce qui compte, c'est la solidarité. Enfin, dans le cas du tourisme responsable, ce sont des tours opérateurs « normaux » qui organisent des voyages avec du contenu, qui ont du sens : des voyages qui permettent un échange entre les peuples. Le but, c'est le voyage, mais dans la façon de le pratiquer c'est différent, les tours opérateurs se réunissent et partagent l'idée de vouloir minimiser les effets pervers du tourisme. »

En route pour la labellisation

Si aujourd'hui, ces formes de tourisme ne représentent qu'une part infime de l'offre touristique « classique », le secteur connaît tout de même une croissance régulière. Les thèmes défendus sont porteurs, et de nombreux voyagistes ont investi le créneau. Mais, reste à savoir comment choisir son voyagiste. Comment être sûr que l'argent du voyage bénéficiera aux populations locales, que les projets respectent bien l'environnement et les populations ? Le plus sûr est de s'en remettre aux associations comme l'ATES (association pour un Tourisme Équitable et Solidaire) l'ATR ou encore l'AFE (association française d'écotourisme), qui mutualisent l'offre de différents voyagistes qui s'engagent, en devenant membres, à respecter des critères fondamentaux défendus par les associations. L'ATR a d'ailleurs mis en place un label « Tourisme responsable », agréé par l'État et encadré par le code de la consommation. « Ce label est un premier pas encourageant », souligne Pascal Languillon président de l'AFE. « Mais il faudra aller plus loin dans le futur afin d'évaluer également les impacts écologiques sur place. » Et Yves Godeau, président de l'ATR le reconnaît : « Les auditeurs ne vont pas sur le terrain pour des questions budgétaires, et on le regrette. Ça coûte très cher ; mais nous avons des indicateurs valables qui permettent de savoir ce qui se fait sur place : les retours satisfaction client qui sont analysés par les auditeurs, les fiches « destination », annexées aux contrats de nos membres, qui précisent les conditions de travail minimum des personnels locaux et la façon de gérer les déchets et les ressources naturelles. » Car c'est bien là que se situent les principaux enjeux du tourisme de demain.

Des voyages qui permettent un échange entre les peuples

Un tourisme intégré au territoire

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les touristes utilisent des quantités d'eau disproportionnées. En Tunisie, par exemple, chaque visiteur utilise neuf fois plus d'eau que les résidents nationaux. Un parcours de golf de 18 trous consomme environ 200 000 litres d'eau par jour, suffisamment pour satisfaire les besoins en eau d'irrigation de 100 fermiers malaisiens… Concernant la pollution, le tourisme connaît un bilan peu glorieux. Dans le bassin méditerranéen, on estime que 7 % de la pollution est due au tourisme. Et les transports sont les premiers responsables (voir ci-dessous « Compenser ses émissions ») : un trajet transatlantique émet la même quantité de CO_2 (730 kg) qu'un ménage moyen par an dans un pays comme le Vietnam… Mais ces aspects ne sont pas les seuls effets négatifs du tourisme. Alors que l'on sait que le tourisme génère 11 % du PIB mondial, on sait aussi qu'il ne bénéficie pas équitablement aux pays d'accueil. C'est l'une des garanties que nous apporte le tourisme équitable. « Le but de ce tourisme est de valoriser l'économie locale », confie Julien Buot, coordinateur de l'ATES. « Prenons l'exemple du Sénégal, quand on construit un hôtel club avec golf et piscines, ce n'est pas du tout un modèle de tourisme intégré au territoire. Car là-bas, il n'y a pas forcément beaucoup d'eau alors faire un golf et des piscines, ce n'est pas vraiment adapté ! Par ailleurs, la main d'œuvre formée pour faire de l'animation en hôtel club, n'est, la plupart du temps, pas originaire du pays. Donc, on est sur des modèles de colonies de vacances qui ne sont pas intégrés au territoire et qui ne profitent pas à la population et à l'économie locale. 80 % du revenu général de cette forme de tourisme revient au pays émetteur, et non pas au pays qui reçoit les touristes. »

Prise de conscience individuelle

Si les associations qui œuvrent pour un tourisme soutenable offrent toutes les garanties nécessaires pour voyager tout en respectant l'environnement et les populations locales, le touriste, de son côté, doit prendre toutes les mesures pour s'engager à titre individuel dans cette démarche. Cela est d'autant plus important que de nombreux voyageurs partent, sac au dos, sillonner la planète sans guide ni encadrement. « Un voyageur non préparé qui part seul à l'aventure peut faire plus de dégâts sur les communautés locales », souligne Julien Buot. La règle de base est donc d'« avoir une attitude humble par rapport au pays visité, car c'est la seule manière de faire un beau voyage », confie Yves Godeau. « Car il n'y a rien de pire que des touristes occidentaux qui arrivent à l'étranger comme en pays conquis et qui ne comprennent rien à la culture du pays visité. C'est une négation du tourisme. » C'est dans cet esprit que le PNUE a mis à disposition de ces baroudeurs un Passeport vert dans lequel tous les conseils et précautions à prendre avant et pendant le voyage sont expliqués. De même, le *Guide du routard* vient d'éditer son guide du tourisme durable avec des conseils pour préparer son sac à dos écolo, des adresses pour voyager de façon responsable, etc. L'association EchoWay propose, quant à elle, des idées de voyages solidaires et apporte des conseils et des adresses aux voyageurs. À chacun désormais de faire preuve de savoir-vivre et d'ouverture. Car le tourisme « est avant tout un échange », rappelle Yves Godeau. « Il faut apporter à un peuple ce qu'on est, et ne pas en avoir honte, mais il faut surtout comprendre ce qu'il est lui, avec respect et humilité. »

Marie Ernoult

« Un voyageur non préparé qui part seul à l'aventure peut faire plus de dégâts sur les communautés locales »

La nature au cœur du voyage

Depuis 2005, l'association Cybèlle Planète, fondée par Céline Arnal, docteur en écologie marine, organise des chantiers d'écovolontariat, en partenariat avec l'association ecovolunteers.com, dont la mission est de participer à la préservation de la biodiversité. « Pour être éco-volontaire, il suffit d'être majeur, et d'avoir du temps libre ! », indique Céline Arnal. « Nous proposons des projets avant tout scientifiques. »
Ainsi, l'association Cybelle Planète propose des voyages pouvant durer d'une à huit semaines, durant lesquelles on vit en communauté et on collecte des données pour les scientifiques. Différents chantiers vous sont proposés : étude de vautours fauves en Croatie, de grands dauphins en Italie, de cétacés en Méditerranée, de phoques moines en Turquie, de Toucans au Brésil, d'Orang-outans en Indonésie… Mais Céline Arnal tient à préciser : « nous ne sommes pas une agence de voyages. Notre but n'est pas de proposer toujours plus de destinations. Je préfère avoir peu de projets, mais dont je peux garantir la qualité. En tant que chercheur, je veux pouvoir promettre aux écovolontaires que les données qu'ils auront collectées pendant leur chantier serviront. » Le prix du voyage aide, en grande partie, directement le projet auquel vous participez. Pour plus de transparence, l'association met à disposition, sur son site, un graphique présentant la répartition financière de votre participation.

M.E

www.cybelle-planete.org

Pour en savoir plus

- **www.tourisme-responsable.org**
- **www.tourismesolidaire.org**
- **www.ecotourisme.info**
- **www.echoway.org**
- ***Mexique Guatemala, guide d'écotourisme solidaire*, EchoWay éditions ABM, 15 euros.**
- **Pour télécharger le Passeport vert du PNUE : www.unep.fr/greenpassport/**
- ***Le Guide du routard, Tourisme durable*, éd. Hachette, 9,90 euros.**

Compenser ses émissions

Les transports sont une des causes du dérèglement climatique et la principale source d'émission de CO_2 dans le secteur touristique. Pour tous les voyages que vous ne pouvez effectuer à vélo ou en transports en commun, une solution permet aujourd'hui de compenser ses émissions : la compensation carbone.

- **www.climatmundi.fr :** Avec l'achat de réductions de CO_2, Climat Mundi finance des projets qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre comme la construction d'une petite usine hydraulique au Mexique, de foyers de cuisson à haut rendement en Érythrée…
- **www.actioncarbone.org :** Ce programme de l'association GoodPlanet, présidée par Yann Arthus-Bertrand, vous propose de compenser vos émissions de CO_2 en finançant des projets dans les domaines de la reforestation, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.
- **www.CO2solidaire.org :** À l'origine de cette initiative, le Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarité (GERES), une association ayant pour objectif de favoriser le développement des populations démunies grâce à des projets menés dans les pays du Sud.
- **www.compensationco2.fr :** Site portail de l'Ademe, pour tout savoir sur la compensation volontaire.

59 % 59 % des Français (contre 27 % en 2007) connaissent le tourisme responsable, selon une étude TNS Sofres pour Voyages-sncf.com et le Routard.com

Choisir son voyage en un clic !

Camping Nature dans les Pyrénées catalanes

© Huttopia

On retrouve le vrai esprit campeur dans ce camping de 7 hectares, situé à proximité de Font-Romeu dans les Pyrénées catalanes, où l'harmonie avec la nature et le respect de l'environnement sont les maîtres mots. Au programme, des activités natures : randonnées, VTT, escalade, pêche... Possibilité de louer des canadiennes. Ouverture en juillet 2008.
www.huttopia.com

Gîte à la ferme dans le moyen Atlas

© Voyages pour la planète

Vous serez accueillis par Sylvie et Mustapha qui développent leur ferme dans une logique agroécologique, et dont l'objectif est de faire partager la culture locale essentiellement tribale. Le gîte a été pensé pour réduire son impact quotidien sur l'environnement. Détente et immersion dans la culture berbère du moyen Atlas, région encore peu touristique, vous attendent. 25 euros par jour et par personne en pension complète.
www.voyagespourlaplanète.com

L'empire Mongol à cheval

Cavaliers du monde propose une manière originale de voyager à la découverte des steppes, pampas, déserts, savanes mais aussi des cultures et populations de tous les continents... À dos de cheval ! Partez en randonnée équestre de seize jours à la découverte de l'Empire mongol. Au programme : découverte de paysages grandioses et du patrimoine culturel du pays, dîner chez l'habitant, campement nomade... À partir de 2 480 euros pour 16 jours.
www.cavaliers-du-monde.fr

© Cavaliers du monde

© Atalante

Rio par les sentiers pirates

Atalante, voyagiste certifié ATR « Tourisme responsable », vous propose une aventure en Costa Verde. Au programme : Rio de Janeiro à la mode brésilienne, randonnée sur la paradisiaque Ihla Grande, visite de l'arrière-pays avec un trek aux abords de la Serra Da Bocaina, immersion et rencontres dans plusieurs villages de pêcheurs, non accessibles par la route, excursion en canoë...
De 2485 à 2925 euros pour 15 jours, dont sept de rando.
www.atalante.fr

© Rencontres au bout du monde

Rencontres au « petit Tibet »

Partez en randonnée-découverte en Inde Himalayenne. Vous emprunterez la Voie des cols de Lamayuru à Karsha. Les étapes de 2 à 6 heures de marche, les arrêts pour plusieurs nuits dans les nombreux villages où vous découvrez les actions solidaires de l'association Rencontres au bout du monde, laissent le temps aux découvertes très riches en émotions. Vous serez hébergés chez l'habitant dans les familles des accompagnateurs.
Séjour de 27 jours de juillet à septembre 2008, en groupe de 10 personnes maximum, de 2 450 euros à 2 601 euros.
www.boutdumonde.eu

Quand l'environnement devient un art de vivre...

Voyager responsable, c'est bon pour vous, c'est bon pour la planète... Tel est le message véhiculé par Voyages-sncf.com à travers les Trophées du Tourisme Responsable qui sont de retour pour la 2e édition. En 2007, 130 candidats ont défendu avec brio la cause du tourisme responsable. Zoom sur un des lauréats : les Orangeries, premier hôtel de France à avoir reçu l'écolabel européen.
Aux Orangeries, belle demeure du XVIIIe située dans la Vienne, l'hôtellerie de charme s'associe à la performance environnementale : électricité verte à 100 %, chauffe-eau solaire, chaudière à bois, gel douche bio dans les chambres... Et côté restaurant, le meilleur du terroir se décline au fil des saisons. "Nous avons décidé d'offrir un tourisme responsable avec encore plus de plaisir et de dépaysement", confie Olivia Gautier, Directrice de l'hôtel. Pour relever le challenge, l'hôtel propose deux offres originales.

- **Séjour romantique sans voiture**
  Accueil à la gare de Lussac. Séjour 1/2 Pension à partir de 80 euros la nuit/personne - Offre spéciale Toogezer : bouquet de fleurs du jardin offert à votre arrivée et mise à disposition gracieuse de vélos électriques.
- **Séjour en famille**
  Ferme pédagogique, accrobranche, descente de la Vienne en canoë, vallée des singes, vélo rail...
  Séjour en 1/2 Pension à partir de 80 euros/adulte et 38 euros par enfant. Offre spéciale Toogezer : Goûter avec chocolat à l'ancienne offert.

- **www.hotel-lesorangeries.com**
- **www.tropheesdutourismeresponsable.com**

Article réalisé en partenariat avec voyages-sncf.com

Sherpa ! Toujours tout droit...

Réclamations et plaintes à l'encontre de multinationales irrespectueuses des droits de l'Homme sont croissantes. Dans ce contexte, accompagner juridiquement les victimes de violations est la vocation de l'ONG française Sherpa. Itinéraire d'une mission !

Créée en 2001 par William Bourdon, avocat au barreau de Paris, Sherpa est devenue en sept ans un véritable réseau international de juristes qui dénonce et lutte contre les nouvelles formes d'impunité, nées de la mondialisation. SHERPA a notamment mené des enquêtes sur les agissements de Total en Birmanie, suite à diverses allégations de travail forcé portées par des travailleurs. Les investigations et l'expertise de l'ONG avaient alors permis, à l'issue de longues et difficiles tractations, l'indemnisation des travailleurs. Sherpa s'est également intéressée à d'autres multinationales comme Areva et Suez. Et le travail de l'ONG continue avec la dernière des affaires en date, celle qui a mené, pendant 4 semaines en avril dernier, deux de ses enquêteurs au cœur du continent sud-américain...

Enquête au cœur de l'empire Monsanto

Joseph Breham, juriste et chargé d'enseignement en droit international à l'université des sciences sociales de Toulouse, 29 ans, accompagné de Thomas Seiler, 23 ans, diplômé d'une école de commerce et spécialiste du sous-continent américain, ont été mandatés par Sherpa pour étudier les conséquences de la monoculture du soja transgénique Round'up Ready (RR), produit par Monsanto, dans certaines régions rurales du Paraguay et de l'Argentine. D'abord alertée par des ONG locales de cas suspects de décès de personnes et d'animaux ayant été exposés aux cultures de soja transgénique RR – c'est-à-dire résistant aux épandages de Round'Up –, une ONG internationale s'est adressée à Sherpa, lui demandant de faire la lumière sur cette affaire.

Ce qui semble poser problème, en marge de la consommation des produits cultivés, ce sont les épandages qui touchent les communautés vivant aux alentours des champs traités. À l'est du Paraguay, dans la région de San Pedro, Joseph et Thomas sont allés à la rencontre de la communauté Toro Piru qui vit au cœur de plusieurs milliers d'hectares de soja transgénique. Chaque année, pour maximiser les rendements, ce ne sont pas moins de 1 500 tonnes de Round'Up qui sont pulvérisées sur les cultures avoisinantes. Pour les membres de cette communauté, les épandages, trop souvent effectués en violation des dispositions légales (distance par rapport aux habitations non respectée, épandage malgré une vitesse de vent excessive, etc.), sont les premiers responsables des maux qui touchent certains enfants, et peut-être plus grave encore, de la mort de l'un des leurs l'an dernier, Monsieur Oscar.

Prêter allégeance aux multinationales

Au Paraguay, 90 % de la surface agricole cultivable est utilisée pour produire du soja transgénique. « Cette ultra spécialisation fait du Paraguay le 4e producteur mondial (derrière le Brésil, l'Argentine et les États-Unis) mais, à l'inverse des 3 premiers pays, le Paraguay dépend complètement du soja », explique Joseph. En février 2006, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) a publié, en collaboration avec d'autres acteurs du milieu, un rapport sur les conséquences sociales, économiques et politiques de la monoculture du soja en Amérique du Sud. Un chapitre de ce rapport explique précisément comment les gouvernements d'Amérique du Sud, tenus par la dette, sont obligés de prêter allégeance et de se mettre au service des multinationales, et particulièrement celles de l'agroalimentaire qui est un pôle d'exportation essentiel, abandonnant ainsi au secteur privé le loisir de ses excès productivistes.

Garantir au droit son expression équitable

Pour l'heure, les deux enquêteurs de Sherpa s'intéressent tout particulièrement aux témoignages et aux preuves qui pourraient alimenter un recours devant une juridiction, lequel est demandé par les ONG locales. Même en possession d'éléments à charge, encore faudrait-il, comme souvent dans des pays où la corruption est endémique, faire glisser la compétence territoriale de l'affaire vers une zone de droit et de respect des règles juridiques : un pays européen par exemple. C'est là que le travail de Sherpa se transforme en exercice d'expert et qu'il prend tout son sens : garantir au droit son expression équitable.

S'il doit garder une image particulièrement marquante du Paraguay, Joseph évoque celle de l'instituteur de la communauté amérindienne Guarani de La Victoria qui n'a pas été payé depuis deux ans et qui est, lui aussi, touché par une maladie dont l'origine reste mystérieuse. Ne pouvant se soigner, il risque de quitter sa communauté d'un moment à l'autre, et l'école ne devrait pas y survivre. En s'intéressant à cette affaire de décès suspects, Sherpa entend bien donner un nouvel espoir à ceux qui, comme cet instituteur, n'ont plus rien à espérer du gouvernement.

Sherpa a notamment mené des enquêtes sur les agissements de Total en Birmanie

Virgile Charlot

Pour en savoir plus

- www.sojacontrelavie.org/
- www.lasojamata.org/
- www.combat-monsato.org/
- www.asso-sherpa.org/
- http://blog.greenpeace.fr/ogm
- www.stop-ogm.org/

Chékéba Hachémi et son combat pour l'Afghanistan

Contrainte, très jeune, de fuir son Afghanistan natal, Chékéba Hachémi se jure qu'elle y retournera un jour. Portée par l'ambition d'aider son pays, elle fonde, à 21 ans, l'association Afghanistan Libre, qui œuvre pour la promotion de l'éducation des femmes et des enfants afghans, puis devient la première femme diplomate afghane. Aujourd'hui, à 34 ans, elle croit plus que jamais que son pays sortira du chaos grâce à l'optimisme des Afghans.

© Afghanistan Libre

Chékéba Hachémi en visite au Lycée Malalaï, situé à Hannaba dans la vallée Panjshir.

Chékéba Hachémi n'a que 11 ans lorsqu'elle est contrainte en 1986 de fuir avec sa mère son pays, l'Afghanistan, envahi par l'armée soviétique. Séparée de sa mère, elle poursuit son exil avec un passeur, direction le Pakistan, puis la France. « Pendant plus de deux semaines, nous avons traversé la montagne à pied, raconte-t-elle. « C'était un calvaire. Moi, la petite citadine de Kaboul, je découvrais mon pays, les villages bombardés par les Russes... J'ai grandi d'un coup devant cette injustice. » En France, durant sa scolarité, elle se jure qu'elle retournera un jour en Afghanistan, pour apporter son aide...

Dix années plus tard, son diplôme d'école de commerce en poche, elle crée, avec des amies françaises et afghanes, l'association Afghan (qui deviendra en 2001 Afghanistan Libre). « Le but était d'aider les Afghans par l'éducation car l'obscurantisme est lié à l'analphabétisme », explique-t-elle. « Nous souhaitions aller en Afghanistan, mais c'est à ce moment que les Talibans sont entrés dans Kaboul. » Faute de pouvoir se rendre sur le terrain, elle tente de faire prendre conscience aux médias français ce qu'est le régime des Talibans. « À l'époque, ça n'intéressait personne, l'indifférence était totale », se souvient-elle.

« Les projets d'éducation et les projets alimentaires ont la même importance. C'est aussi vital »

Porter la voix des Afghanes

Ce n'est qu'en 1999, alors que les Talibans sont encore au pouvoir, que Chékéba Hachémi revient pour la première fois dans son pays. « Je suis arrivée dans la vallée du Panjshir [nord-est de l'Afghanistan], et j'ai vu des centaines de milliers de familles qui fuyaient des villages brûlés par les Talibans. Je m'étais préparée à être mal reçue par les femmes. Au contraire, elles voulaient que je porte leurs voix en France. » Dès son retour, elle mobilise les médias et obtient un numéro spécial du magazine Elle sur la condition des femmes afghanes. Grâce à cette médiatisation, son association récolte des fonds pour monter des microprojets, initiés sur le terrain par les Afghans eux-mêmes. Des écoles, des centres de formation à la santé, des centres pour former les professeurs, des bibliothèques, un orphelinat et le premier magazine féminin afghan : Roz, fait par et pour les Afghanes, voient le jour en quelques années, grâce à Afghanistan Libre. « Pour moi les projets d'éducation et les projets alimentaires ont la même importance », confie la jeune femme. « C'est aussi vital. »

Première femme afghane diplomate

Tout en se donnant corps et âme à l'Afghanistan à travers son association, Chékéba Hachémi entame en 2002, après la chute des Talibans, une carrière dans la diplomatie. Le nouveau président afghan, Hamid Karzaï, lui propose de devenir la première femme diplomate afghane, fonction qu'elle va assurer à Bruxelles, jusqu'en 2005. Puis, voulant s'installer de nouveau en Afghanistan, elle est nommée conseiller du vice-président puis Ministre conseiller auprès de l'ambassadeur afghan, à Paris. Si la jeune femme n'envisage pas de faire carrière dans la diplomatie, elle sait qu'il reste encore beaucoup à faire en Afghanistan : « Aujourd'hui la situation est de plus en plus alarmante. J'aimerais que les médias se mobilisent pour expliquer ce qui se passe en Afghanistan, qu'il y ait une réflexion autour de la reconstruction du pays. Car de la stabilité du pays dépend la stabilité de la région et du monde. » Son combat n'est donc pas terminé, mais Chékéba Hachémi reste pleine d'espoir : « Il n'y pas une personne en Afghanistan qui n'ait perdu un proche et pourtant les Afghans continuent de croire en l'avenir. Mais il ne faut pas que la terreur entame leur optimisme... »

Marie Ernoult

Pour en savoir plus
• www.afghanistan-libre.org

Interdépendances
vers une société durable

Article publié dans le magazine *Interdépendances*
n° 68 – janvier-février-mars 2008 – pages 25-27
Retrouvez d'autres articles sur www.interdependances.org

Projets d'entrepreneuriat social

Fin 2007, six hommes et femmes sélectionnés par Ashoka, en France, Belgique et Suisse, ont rejoint le réseau des Entrepreneurs Sociaux innovants et ses quelques 2000 membres dans près de 70 pays. Portraits de deux d'entre eux : Said Hammouche et Claude Beau.

Said Hammouche, Mozaïk RH

Said Hammouche a fondé le 1er cabinet de ressources humaines et de recrutement spécialisé dans ce que l'on appelle la promotion de la diversité, notamment pour les diplômés issus des quartiers sensibles. « On sait que la discrimination naît aussi de la méconnaissance des entreprises et des candidats... Il faut recréer du lien entre les différents acteurs de la vie économique », explique le créateur de Mozaïk RH. Il a lui-même dû accepter au début de sa vie professionnelle des postes sous-qualifiés par rapport à ses diplômes. Son équipe actuelle se compose de 10 salariés et d'une vingtaine de bénévoles, qui apportent leurs connaissances concrètes du monde des entreprises. « Nous voulons être à proximité de la demande, bien identifier ce que recherche l'entreprise. Ensuite, nous utilisons tous les outils d'accompagnement à la recherche d'emploi adaptés à chaque candidat (coaching, formation, etc.) ».

En quoi son organisation est-elle différente ? « Pour y avoir travaillé, nous connaissons les rouages, les mécanismes, les enjeux des entreprises et, comme habitants des banlieues, nous connaissons les problématiques de ceux qui ont une adresse, voire un nom, peu appréciés des recruteurs ». C'est cette double compétence qui leur permet d'aider « des jeunes qui ont du talent à trouver leur place » et des entreprises « à se servir de la diversité comme un facteur de performance économique ». Avec sa volonté de « participer à l'évolution de la société française », Said Hammouche affiche des résultats impressionnants : plus de 350 candidats placés en quelques mois, après avoir généré plus de 1 500 entretiens avec des services RH. Son objectif aujourd'hui est de disséminer sa méthodologie, de tisser « un grand réseau national qui va permettre de décupler nos résultats. »

www.mozaikrh.com

« Il faut recréer du lien entre les différents acteurs de la vie économique »

Claude Beau, Mission possible

« Juge pour enfants depuis longtemps, je me suis rendu compte qu'il y avait une évolution de la souffrance des jeunes et de ses formes d'expression dans la société, avec notamment une accentuation de ce qui nous frappe le plus dans ce domaine, la délinquance juvénile. Et que les réponses en vigueur n'arrivaient pas à endiguer la détérioration ». En créant l'association Mission Possible, Claude Beau a pris le problème différemment : prévenir plutôt qu'avoir à punir ; offrir aux enfants les plus à risque une possibilité de se structurer et de « sortir par le haut », plutôt que d'attendre un probable passage à l'acte et appliquer une sanction, souvent inefficace.

Concrètement, il s'agit de détecter les problèmes dès l'âge de 6-8 ans et de proposer aux enfants et à leur famille un programme socioéducatif structuré, après la classe. L'objectif : permettre à chacun de se construire une personnalité positive et d'acquérir le goût d'apprendre. « On voit des gamins qui, au bout de six mois, retrouvent la joie de vivre, avec un apaisement dans le comportement et des résultats scolaires qui époustouflent tout le monde », raconte celle qui a créé Mission Possible dans le 19e arrondissement de Paris et a commencé à développer des antennes en banlieue.

Constatant qu'« un centre éducatif fermé coûte 750 euros par jeune par jour, tandis qu'avec notre programme, c'est 10 euros par enfant », Claude Beau envisage d'étendre Mission Possible dans 400 quartiers défavorisés, de manière urgente. « Ce programme a été éprouvé, testé... Il faut absolument qu'en France, on acquière la culture de l'anticipation et de la prévention. »

Karine Dupré

www.missionpossible.asso.fr

« Les news du Refedd* »

La semaine du développement durable a vu les initiatives étudiantes se multiplier sur tout le territoire. Bon nombre d'associations universitaires se concentrent sur des projets de sensibilisation directe. La machine administrative et les finances des universités ne permettent pas souvent d'engager une réelle démarche de responsabilisation.

Dans les écoles, où les finances sont suffisantes et les effectifs réduits, le bilan est meilleur. Les associations ont un lien plus direct avec leurs administrations, permettant de mettre en œuvre des projets de fond (rénovation des bâtiments, introduction de produits équitables dans les cafétérias, etc.). Globalement, les étudiants s'intéressent de plus en plus à ces problématiques. Néanmoins, lorsqu'ils souhaitent mieux s'informer, ils se perdent dans la multitude d'informations disponibles. Nous appelons les étudiants, personnels et administrations des campus à travailler ensemble pour que cette détermination ne se perde pas !

***Réseau français des étudiants pour le développement durable**

L'olympisme fait-il le jeu des droits de l'Homme ?

Enquête réalisée par Stéphanie Senet, Raquel Hadida, Benoît Da Piedade

Le choix de Pékin, pour la tenue des JO d'été, a placé les pratiques du régime chinois sous le feu des projecteurs internationaux. Droits de l'Homme et développement durable se sont invités aux festivités. Les associations profitent de cette incroyable tribune pour dénoncer la répression et les privations de libertés exercées dans l'Empire du milieu. Mais qu'en pensent les sportifs et le Comité International Olympique (CIO), qui sont au cœur des Jeux ?

Les valeurs de l'olympisme peuvent-elles pousser Pékin à prendre des mesures en faveur des droits de l'Homme ? La scène sportive mondiale que sont les JO peut-elle se transformer en tribune politique comme elle l'a été à Mexico, en 1968 par le poing levé, ganté de noir, de Tommie Smith et John Carlos en faveur des droits des Afro-Américains ? Mais au juste, quelles sont ces valeurs ? « Elles sont très ambivalentes », avance Patrick Clastres, chercheur rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po* de Paris. « Dès leur rétablissement en 1896, le baron Pierre de Coubertin avance un idéal pacifique et patriotique. Un patriotisme qui peut vite glisser vers le nationalisme ». Le CIO a ainsi subi la pression des États à plusieurs reprises : exclusion des Allemands et des Autrichiens aux Jeux de 1920, mise en spectacle du régime hitlérien aux Jeux de Berlin... On retrouve l'idéal olympique des origines en lisant la Charte Olympique. Le texte compile ses principes fondamentaux, notamment la pratique du sport comme un droit de l'Homme et l'incompatibilité du mouvement olympique avec toute forme de discrimination raciale, religieuse, politique ou sexuelle. « Comme on peut le remarquer, aucune référence aux droits de l'Homme n'est explicitement énoncée dans cette charte », commente Patrick Clastres. « Ce texte, qui n'a aucune valeur juridique, ne fait pas non plus référence aux nombreuses conventions internationales ni même à la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Tant que les États sont démocratiques et respectueux des autres, c'est parfait. Mais on ne vit pas dans un tel monde. Dès lors que des États autoritaires organisent les JO, la charte olympique et le CIO sont dans l'incapacité de leur résister » conclut l'historien.

Le CIO a subi la pression des États à plusieurs reprises

Une institution limitée sur la scène internationale

L'institution en charge de l'organisation des olympiades a essuyé de nombreux échecs diplomatiques. L'histoire montre que son exigence d'une équipe commune réunissant l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est** n'a eu aucune incidence sur les relations entre les deux pays, mais a au contraire renforcé la compétition et conduit l'Allemagne de l'Est à pratiquer un dopage d'État. L'exclusion de l'Afrique du Sud en raison de l'apartheid s'est faite très tardivement, en 1972, sous la pression des pays africains qui ont boycotté les Jeux de Montréal, alors que le pays était exclu des autres institutions sportives depuis 1948.

« Le CIO a une attitude plus policière envers les sportifs qu'envers le pays d'accueil des jeux »

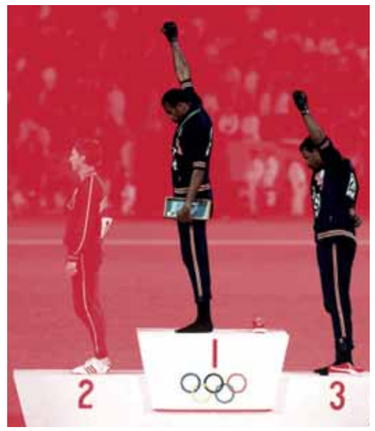
Les gestes symboliques des athlètes

La défense des droits de l'Homme au sein du mouvement olympique est pour l'heure le fait des seuls athlètes. En 1968, Tommie Smith et John Carlos n'ont pas seulement levé leur poing sur le podium, ils ont également porté un badge militant, indiquant « The Olympic movement for human rights »***. Une attitude qu'ils ont payé cher. Ils ont été exclus, par le CIO, de l'équipe américaine et bannis du village olympique au nom de la neutralité des JO. Comme le note Patrick Clastres, « le CIO, en limitant très sérieusement la liberté d'expression des athlètes, a une attitude plus policière envers les sportifs qu'envers le pays d'accueil des Jeux ». Huit ans plus tôt, c'est la victoire du marathonien éthiopien Abebe Bikila aux JO de Rome qui s'élève au rang de symbole politique, 25 ans après l'invasion de l'Éthiopie par l'armée de Mussolini. Si l'idée du boycott de la cérémonie d'ouverture de Pékin fait son chemin au sein de nombreux États, les athlètes n'ont pour l'heure sorti qu'un gentil badge vide de sens (« Pour un monde meilleur »), qui ne fait aucune référence aux droits de l'Homme, et qui peut servir la cause d'un pays démocratique tout autant qu'un pays totalitaire.

Les réformes possibles ?

La défense des valeurs de l'olympisme devrait revenir au CIO. Le recrutement de ses membres pourrait déjà changer la donne. Ils sont actuellement cooptés et non pas élus. « On peut imaginer que la cooptation continue à fonctionner mais en respectant vraiment les principes de la Charte », imagine Patrick Clastres. « Toute appartenance politique devrait être exclue. Or, le ministre de la sécurité du Koweït, par exemple, en a fait partie. Les délégués du CIO dans les pays autoritaires pourraient également être choisis parmi les grandes figures des droits de l'Homme ». Au final, une dose de démocratie dans le fonctionnement du CIO, une Charte mentionnant les grands textes internationaux, et le respect de la liberté d'expression des athlètes, par le sport et par la parole, pourraient redonner un peu de sens au mouvement olympique.

Stéphanie Senet



Dates et chiffres clés des JO

Juin 1894
Naissance de l'Olympisme moderne, grâce à l'initiative de Pierre de Coubertin, lancée lors du Congrès International Athlétique de Paris. Le Comité International Olympique et sa charte sont créés le 23 juin 1894.

Le 08/08/08 à 08:08:08 (pm)
débutera la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin. Le 8 est un symbole de prospérité et d'infini dans la culture chinoise.

Sur les **7 millions de tickets** mis en vente pour les JO, 75 % sont réservés aux Chinois ou aux étrangers résidant en Chine.

28 sports seront représentés aux Jeux Olympiques d'été, regroupés en 302 épreuves, dont 165 masculines, 127 féminines et 10 mixtes.

À Pékin, **3 nouveaux pays** participeront, pour la première fois de leur histoire, aux Jeux Olympiques : Les Îles Marshall, Tuvalu et le Monténégro.

20 yuans (1,85 euros) est le salaire brut mensuel d'un salarié chinois migrant, travaillant dans le bâtiment sur l'un des sites des futurs Jeux Olympiques.

Selon COHRE, le Centre sur les droits aux logements et les expulsions, d'ici à l'ouverture des jeux de Pékin, **1 million de personnes auront été déplacées** de la capitale chinoise.

* Patrick Clastres est également l'auteur de *L'Invention des jeux olympiques*, Éd. des quatre chemins, 2008.
** Équipe commune aux Jeux de Melbourne en 1956, de Rome en 1960 et de Tokyo en 1964.
*** En français « Le mouvement olympique en faveur des droits de l'Homme ».

© FFA

Romain Mesnil, vice-champion du monde de saut à la perche.

« La trêve olympique... une piste à explorer »

Avant l'ouverture des JO, Romain Mesnil, vice-champion du monde du saut à la perche, réaffirme son attachement aux droits de l'Homme. Interview sans langue de bois !

Le Comité International Olympique a mis son veto à l'initiative proposée par les sportifs français, quelle a été votre première réaction ?
J'ai été extrêmement déçu et dans l'incompréhension. Le CNOSF*, d'abord favorable à l'initiative, revient sur sa décision et déclare que « les sportifs français ne pourront pas porter leur badge ». C'est un quiproquo total ! Probablement dû à un raccourci médiatique ou à des pressions venues de Chine. Il n'a jamais été question de porter un badge français, mais de proposer une initiative collective, pouvant être relayée par l'ensemble des athlètes participant au JO.

Pensez-vous que cette décision soit en lien avec les perturbations qui se sont produites lors du passage de la flamme olympique à Paris ?
C'est possible. Henri Sérandour, président du CNOSF, a présenté le projet du badge à Jacques Rogge [Président du C.I.O, NDLR], le 7 avril à Pékin, jour où la flamme traversait Paris. Les événements n'ont pas du jouer en notre faveur. Il ne faut cependant pas tomber dans l'amalgame, et tenter d'assimiler la violence de ces manifestations et de certains citoyens au message des sportifs. Les sportifs français et l'opinion publique sont attachés à leur liberté d'expression, elle est dans notre culture. Mais il n'y a, dans notre action, aucune animosité envers la Chine et son peuple, simplement un message d'espoir pour une société pacifique.

Avez-vous réfléchi à un Plan B pour affirmer votre attachement aux droits de l'Homme ?
Il y en a un éventuellement, mais il n'est pas d'actualité. David Douillet et la Commission des Athlètes de Haut Niveau continuent à œuvrer pour qu'une initiative internationale puisse naître.

Saviez-vous que le C.I.O a créé, en 2000, une Fondation et un Comité International pour la Trêve Olympique, ayant notamment pour but de promouvoir la paix par le sport et l'idéal olympique ; et d'œuvrer pour la prévention et la résolution des tensions par le biais du sport, de la culture et des idéaux olympiques ?
Oui je l'ai appris récemment. Je me suis même documenté dessus. La trêve olympique pourrait être une piste à explorer. Il est étrange qu'on en ait peu entendu parler. La FITO** et le CITO*** peuvent et devraient aider dans la crise actuelle. Les athlètes, comme le C.I.O, ne cherchent qu'à affirmer les valeurs et fondements de l'Olympisme, nous devons, ensemble, être les acteurs principaux d'une mobilisation universelle et pacifique acceptée de tous.

Romain, votre mot de la fin ?
La dignité humaine. Vous savez pourquoi ? Car elle est le lien le plus fort entre la Charte Olympique et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Propos recueillis par Benoît Da Piedade

*Comité National Olympique et Sportif Français
**Fondation Internationale pour la Trêve Olympique
***Centre International pour la Trêve Olympique

De l'éthique sur l'étiquette !

Les Jeux olympiques ont démarré depuis longtemps dans les usines de fabrication d'articles sportifs. L'événement représente un enjeu commercial majeur pour les marques de vêtements et de chaussures dont le marché mondial est estimé à 74 milliards de dollars par an. Sur la carte des pays fabricants, on tombe souvent sur la Chine : ballons de football, chaussures et vêtements de sport... La campagne Play Fair 2008 s'est intéressée aux conditions de fabrication en vue des JO et dénonce dans un rapport, publié en avril dernier, les conditions déplorables des ouvriers employés par les équipementiers. Des « codes de conduite » ont certes été adoptés par la plupart des grandes marques mais la pression économique retombe directement sur les épaules des ouvriers qui sont obligés d'accepter des heures supplémentaires et des risques sanitaires et de sécurité élevés pour des salaires très bas. « En l'absence de liberté syndicale en Chine, il est très difficile pour eux de défendre leurs droits » résume Nayla Ajaltouni, coordinatrice du Collectif Éthique sur l'étiquette, qui relaye la campagne Play Fair. Un programme précis pour la défense des droits des travailleurs a été mis au point : établissement d'un salaire décent, recours encadré aux contrats à durée déterminée, respect des droits des salariés licenciés lors des fermetures d'usines...

S. S.

Une pétition est en ligne sur www.ethique-sur-etiquette.org

Plus d'informations sur la campagne de Play Fair www.playfair2008.org/

Les tribulations des droits de l'Homme en Chine

Choisie par le Comité international olympique (CIO) en 2001, la Chine s'était engagée à mieux respecter les droits de l'Homme. Sept ans plus tard, les quelques réformes légales n'ont rien changé sur le terrain. Pis, l'organisation des JO pousse le pouvoir à évincer des populations et à museler toute voix critique...

L'engagement était moral. « En confiant à Pékin l'organisation des Jeux Olympiques, vous contribuerez au développement des droits de l'Homme. La liberté de la presse sera totale. », avait promis en 2001 l'émissaire chinois, pour promouvoir la candidature de son pays. Certes, en 2001, la Chine a signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qu'elle n'a jamais ratifié. Pour la première fois, en 2004, le respect des droits de l'Homme est entré dans la Constitution chinoise. Applicable depuis 2007, une réforme exige que toute peine de mort soit validée par la Cour suprême. Des notes d'optimisme... qui ne changent rien sur le terrain. Violences policières, blocages de radios et de sites Internet, emprisonnements politiques (des milliers à l'heure actuelle) perdurent. Pour Emmanouil Athanasiou, chargé de programme Asie à la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), comme pour Vincent Brossel, son homologue à Reporters sans frontières (RSF), « face à ce régime totalitaire et autoritaire, le CIO aurait dû faire pression en tant que gardien des valeurs de la charte olympique. Or, il a attendu ces derniers mois pour demander des mesures concrètes... »

Violences policières, blocages de radios, emprisonnements politiques perdurent

JO : une répression exacerbée

La Chine – déjà super-puissance économique - se sert des JO pour renforcer la légitimité politique du Parti Communiste. Pour se construire une image de modernisation urbaine, elle n'hésite pas à expulser à tour de bras. D'ici les JO, un million de personnes auront été expulsées de Pékin sans compensation, notamment à cause des travaux liés aux JO. « Soumises aux compagnies privées, les autorités provinciales ne respectent pas les lois. Et les tribunaux, par manque d'indépendance, ne les font pas appliquer. Alors la population se mobilise pour les réclamer. Les meneurs sont alors accusés de « subversion d'État » et mis en prison par le pouvoir », explique Emmanouil Athanasiou. Et la préparation des JO rend les autorités encore plus sensibles aux voix critiques. Qu'elles proviennent de journalistes, d'écrivains, de cyber-dissidents, ou des minorités... Pour s'être positionné sur les JO pour la défense des droits de l'Homme, l'emblématique Hu Jia a écopé en avril de 3 ans et demi de prison et sa famille est en résidence surveillée. La propagande chinoise fait passer le Dalaï-Lama comme ennemi des JO pour réprimer plus violemment les émeutes tibétaines de mars. Pour aider la société civile chinoise à se servir des JO comme porte-voix, les ONG conseillent aux athlètes et au public de « garder les yeux ouverts ».

Raquel Hadida

« Après la Françafrique, la Chinafrique: un nouveau capitalisme à la chinoise, un modèle qui va diriger le monde ? »
Jean-Baptiste Diaz
France Bleu Orléans, 7 juin 2008

« Jeux chinois : fiction, frissons et géopolitique... Le livre est haletant, intéressant. La suite est annoncée...
Des personnages de premier plan que l'on reconnaîtra aisément...
Johanna Bay, superbe de forme et d'intelligence. »
Daniel Martin
La Montagne, 15 juin 2008

« Prochaine étape peut-être : le cinéma. *Jeux chinois* a été écrit avec tous les ingrédients pour faire un film. »
Olivier Bonnefon
Sud-Ouest Biarritz, 28 mai 2008

« Quand la Chine décide de conquérir le monde : les coulisses du pouvoir suprême, les manipulations les plus incroyables. Tout est possible et nous sommes bien en dessous de la réalité que nous pouvons imaginer. Ce livre apprend à nous méfier.
L'auteur pénètre les arcanes du pouvoir comme si lui-même les connaissait. Est-ce un diplomate, un espion, le fils caché d'un président chinois ou a-t-il beaucoup d'imagination ? Tout y est juste dans les moindres descriptions et décryptages politiques. »
RFI, Afrique-Midi, la vie en vrai, 10 juin 2008

Agriculture

OGM : une saga sous influences

Après trois allers-retours houleux, les députés ont fini par adopter, le 20 mai dernier, la loi sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM). Décryptage.

Les derniers épisodes

21 septembre 2007 : Rapport de l'intergroupe OGM du Grenelle de l'environnement, posant les bases d'une future loi.
3 janvier-15 janvier 2008 : Grève de la faim de militants anti-OGM (dont José Bové).
15 janvier : La France décide d'activer la « clause de sauvegarde » sur le Mon 810 suite à de nouvelles études indiquant un risque pour la santé et l'environnement de ce maïs cultivé sur 30 000 ha (0,75 % des surfaces) en 2007.
8 février : Le Sénat adopte le projet de loi relatif aux OGM après l'avoir fortement modifié.
19 mars : Le Conseil d'État rejette le recours des producteurs de maïs (AGPM) et des semenciers (GNIS) : le Mon 810 ne sera pas cultivé cette année en France.
1er au 9 avril : Après 36 heures de débats à l'Assemblée nationale, la loi est adoptée de justesse avec des amendements protégeant les filières de qualité « sans OGM », comme les AOC.
16 avril : Adoption en seconde lecture par le Sénat. L'amendement Bizet précise que le seuil de contamination d'une culture non-OGM devra être défini ultérieurement.
13 mai : Débats sur l'article 1er à l'Assemblée nationale. Sur 316 députés UMP, 186 sont absents. Coup de théâtre : une « question préalable » adoptée à une voix près clos les débats.
14 mai : Une commission mixte paritaire (7 députés, 7 sénateurs) reprend le texte sans le changer.
20 mai : Nouveaux votes du texte par le Sénat puis l'Assemblée nationale (sans débat ni amendement). La loi est adoptée par 289 voix contre 221.

© Greenpeace

Dernier épisode avant la prochaine saison ? Le 20 mai dernier, au bout de quatre mois de controverses au sommet, les députés ont décidé d'adopter la loi relative aux OGM en l'état (voir chronologie). L'Europe rend illégal un moratoire sur les OGM et imposait à la France de voter une loi pour transposer la directive de 2001 et encadrer la culture d'OGM destinés à la consommation humaine. Les doutes des députés UMP face aux OGM n'ont pas suffit à faire pencher la balance contre une loi dénaturée par le Sénat. Pourtant, 67 % des Français désiraient le rejet du projet de loi et 72 % affirment : « Je veux pouvoir manger totalement sans OGM ». Pique-niques sans OGM devant les préfectures, lettres aux députés : nombreux sont les citoyens, paysans bio, restaurateurs qui se sont mobilisés pour faire respecter l'esprit du Grenelle de l'environnement dans le vote de la loi.
Mais, puissants sont aussi les lobbys pro-OGM, semenciers (Monsanto, Syngenta, etc.) qui agitent le drapeau du progrès et noyautent coopératives et responsables agricoles locaux. Pour le député François Grosdidier (UMP), ces pressions sont efficaces : « certains collègues répétaient les mêmes phrases, comme conditionnés par une secte ! » Pris entre ces deux étaux, les députés ne pouvaient que se lancer dans des débats aux scénarios détonants. Si la loi comporte des avancées – Haut Conseil des

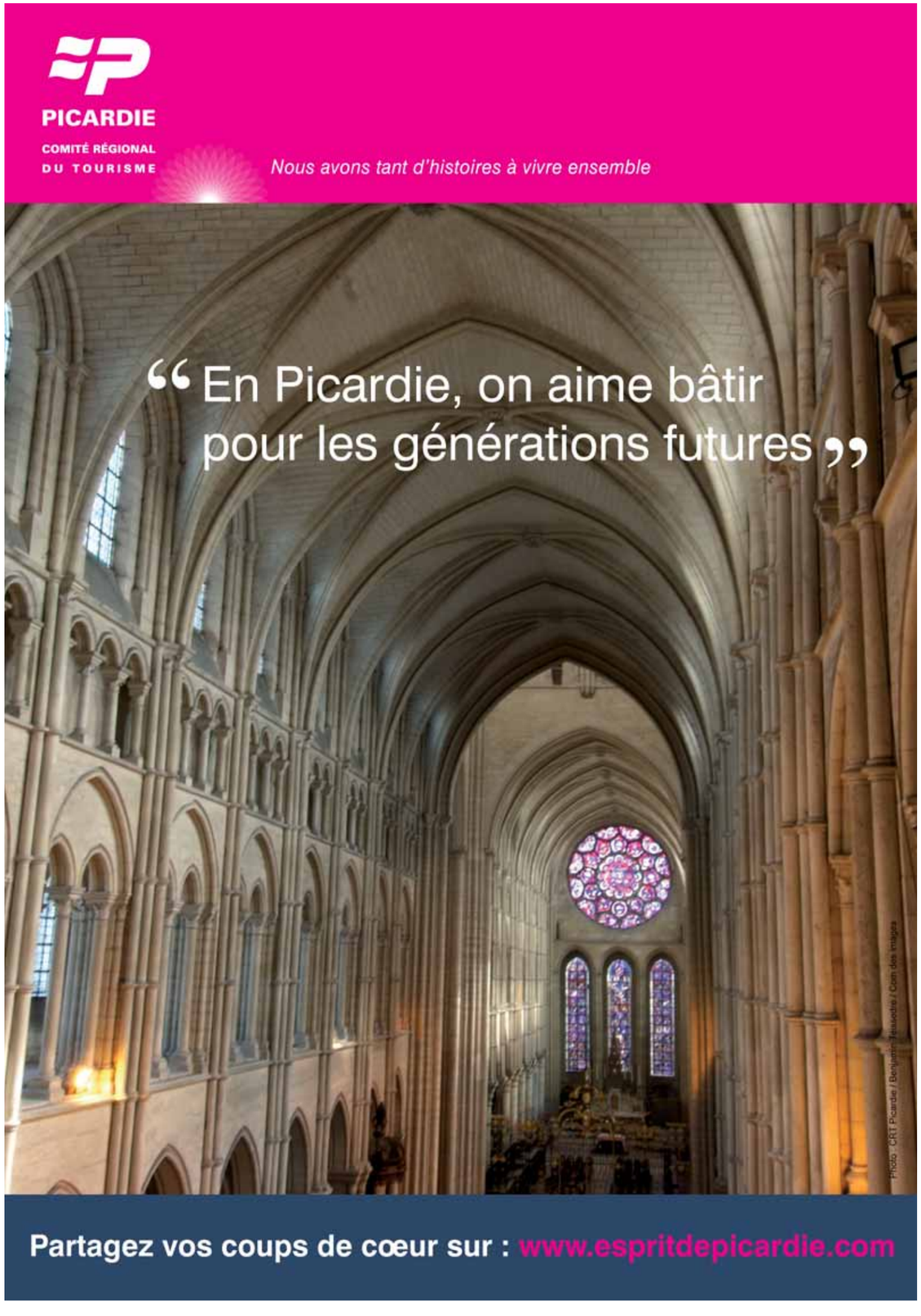
Les études de risques pour la santé resteront confidentielles

Biotechnologies, localisation des parcelles OGM sur Internet, assurance obligatoire des agriculteurs contre le risque de dissémination -, elle pêche par un système de responsabilité, en cas de contamination, trop léger et inapplicable, et fait primer la propriété intellectuelle sur la transparence : les études de risques pour la santé resteront confidentielles.
Si le débat sur cette loi était indispensable, 80 % du marché des OGM est ailleurs. Dans nos assiettes, viandes et laitages proviennent déjà d'animaux d'élevage nourris aux 3/4 au soja OGM importé du continent américain…

Raquel Hadida

L'avis de José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne

« Après le désaveu du 13 mai, la seule solution était de revoir le texte. Mais le gouvernement a voulu passer en force : il s'agit d'un grave déni de démocratie ! Pourtant, nous avions amené les députés UMP à réfléchir, et ils avaient aussi trouvé que c'était un mauvais texte, qui ne protège pas la liberté de produire et consommer sans OGM, mais favorise la contamination. Au lieu d'organiser la responsabilité de ceux qui contaminent les champs, mais aussi les stocks et les semences avec des OGM, cette loi met les pollueurs et les pollués, les multinationales, les paysans et les consommateurs sur le même plan ! On aurait du placer le seuil de contamination à la valeur détectable, 0,1 % (comme en Allemagne, NDLR). Et les zones AOC doivent pouvoir refuser les OGM. L'article sur le fauchage introduit un délit politique, d'opinion, alors que le code pénal le punit déjà, c'est juridiquement aberrant ! »



Transport

Coups de pédale dans les livraisons

Le service pro pour transmettre plis et paquets à la force des mollets, l'Allemagne ou les États-Unis l'ont inventé depuis les années 1960. En France, les accros du guidon entament à peine l'invasion des métropoles. Avec brio.

Lorsque les camionnettes pédalent dans la semoule des embouteillages, les vélos sortent du peloton... et livrent courriers et colis en délai garanti à travers les centres-villes, voire les agglomérations. Qu'il pleuve, qu'il vente, les coursiers parcourent jusqu'à 100 km par jour, leur sacoche étanche pesant sur le dos, l'oreillette de portable en émoi sous le casque, alors que le bitume file sous leurs deux roues pour traverser Paris en une demi-heure. Souriants malgré l'effort, ils passent d'une administration à une agence de communication ou une imprimerie, d'un prothésiste dentaire à un avocat, d'un architecte à un garagiste. Et pendant ce temps-là, pas un gramme de gaz à effet de serre ne s'échappe de leur destrier à énergie humaine renouvelable...

© Les Coursiers verts

Non seulement les Coursiers Verts (à Saint-Etienne) livrent uniquement à vélo, mais ils portent des tenues recyclées, nettoient leur vélo avec des produits écologiques, et reversent 1 % de leur CA pour, en bord de Loire, développer les voies vertes... à vélo.

Les start-up de la course

Certes, avec quelques années, voire à peine quelques mois d'existence, ces petites entreprises de coursiers à vélo ont encore le nez dans le guidon. Rien à voir avec les étonnants rassemblements « underground » qui fourmillent depuis les années 1970 dans les quartiers d'affaires de San Francisco, de New York, des pays scandinaves, d'Allemagne ou des Pays-Bas... Mais quand même. Avant 2001, « les Français trouvaient le vélo ringard » assurent les gérants des entreprises de courses à vélo. Depuis l'installation du pionnier parisien Urban Cycle, l'idée germe dans la tête de nombreux trentenaires sportifs, qui lancent leur structure à Lille, Strasbourg, Toulouse, Caen, Saint-Etienne, Angers, Lyon, Grenoble, Dijon, Nancy...

Pas un gramme de gaz à effet de serre ne s'échappe de leur destrier à énergie humaine renouvelable...

Vélos-cargos

À force de professionnalisme, de tarifs calés sur ceux des scooters (ou 1 euro plus chers), et en agitant la carotte de « la bonne image environnementale », ils parviennent à convaincre les entreprises : « si, le vélo est un mode de transport efficace et moderne ! ». Pour les plus gros colis, ils équipent leurs vélos (de course ou VTT) de remorques, ou passent aux triporteurs électriques assortis de conteneurs verticaux. Ces « vélos-cargos » sont la spécialité de La Petite Reine, qui sous-traite les colis des grands (Chronopost, DHL, TNT) en zone urbaine. D'après elle, 20 % des déplacements urbains seraient liés au transport de marchandise, dont 80 % pour des colis de moins de 30 kg. Ce que les Coursiers Verts de Saint-Étienne résument par « chaque coup de pédale, c'est un coup de pouce pour la planète ! »

Raquel Hadida

Pour en savoir plus

- À Paris : Urban Cycle 01 43 38 38 38
- Pour connaître les coursiers en Europe www.messengers.org/contacts
- La Petite Reine : http://lapetitereine.com

Traitement de données : votre solution durable
CESAM INFORMATIQUE
1, rue Véronèse 75013 Paris - Tél. : 01 55 43 39 90

RESTAURANT Vivre Une Fois
Tél : 01 43 76 71 68
cuisine de produits frais, formules ou carte, du lundi au samedi (déjeuner)
ambiance Un lieu chaleureusement décoré: louez la salle pour vos événements
vins Faites voyager vos palais suivant les occasions
bar Lundi à samedi de 8h00 à 15h00 et de 18h00 à 21h00
2 place Salanson, 94700 MAISONS - ALFORT

ONG Conseil

CET ETE, AGISSEZ EN COLLECTANT DES FONDS POUR DES ONG !

Travaillez comme RECRUTEUR DE DONATEURS (H/F)

CDD - REMUNERATION FIXE

Tout l'été, ONG CONSEIL organise de nouvelles missions de collecte de fonds pour des associations humanitaires, et propose des postes de recruteurs de donateurs, partout en France.

Pendant un mois, vous irez, en équipe, à la rencontre des passants dans les rues de votre ville pour leur proposer de soutenir financièrement l'association que vous représentez.

Convictions, dynamisme et engagement sont les clés de nos actions.
Si vous partagez ces valeurs, rejoignez-nous !

PLUS QU'UN JOB.

Plus d'informations et dépôt des candidatures :
www.ongconseil.com

Écologie

Pékin peint ses JO en vert

Le stade d'athlétisme en « nid d'oiseau » est le symbole des technologies vertes voulues par Pékin.

En Chine, l'organisation des JO a favorisé l'environnement par sauts technologiques. La ville reste polluée et manque d'eau, mais le régime autoritaire prend des mesures vertes… à marche forcée.

© Sipa Press

Verdissement d'un côté, violations accentuées des droits de l'Homme de l'autre (voir dossier JO page 16) : les Jeux Olympiques rendraient-ils la Chine schizophrène ? De l'avis des experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Pékin est allé au-delà de ses engagements environnementaux. Le nouveau parc forestier de 580 ha et les terrasses végétalisées autour du stade d'athlétisme donnent des touches de vert à l'urbanisme exponentiel. Mais avec ses 17 millions d'habitants, Pékin peine à réduire sa pollution : « à cause du charbon et de la circulation, son air contient des suies noires inhalables, dix fois plus concentrées que dans l'air parisien », assure Benjamin Guinot, spécialiste de la pollution atmosphérique. Ce qui fait craindre aux athlètes d'avoir des difficultés à respirer.

Transports propres à marche forcée

Depuis 6 ans, Pékin a pourtant pris des mesures drastiques : le charbon de cuisine et de chauffage est désormais interdit. 200 usines des plus polluantes ont été délocalisées et les industries piègent le dioxyde de soufre dans leurs cheminées. Bus et taxis se convertissent au GPL et les voitures à la norme « Euro 4 ». En 3 ans, Pékin a ouvert cinq lignes de métro. Le temps des JO, la circulation sera alternée et les chantiers de construction arrêtés. Les spectateurs monteront gratuitement dans les transports publics.

Pour subvenir à ses énormes besoins en eau, Pékin risque d'assécher le pays, en détournant le fleuve Jaune (à deux reprises en 2008). « Mais la ville a investi dans le traitement de l'eau potable et des eaux usées, affirme Theodore Oben au PNUE. Sur les sites olympiques, des dalles perméables et des réservoirs permettent de récupérer l'eau de pluie. »

Pékin est allé au-delà de ses engagements environnementaux

Fraîchement créé, le nouveau ministère de l'environnement chinois a banni les sacs plastiques en avril : depuis le 1er juin, il n'y en a plus. Campagnes de pub bilingues et poubelles multiples fleurissent pour inciter au tri des déchets. « Les mesures sont prises du haut vers le bas, sans prise de conscience collective. Habitués à être menés d'une main de fer, les Chinois ont une forte capacité de changement, surtout quand il s'agit de modernisation. Là où nous avons mis des années, ils mettent quelques mois », analyse Benjamin Guinot.

Des JO « ozone-friendly »

Les transferts de technologies vertes profitent aussi aux bâtiments. Doubles-vitrages et « puits de lumière » naturelle réduisent les besoins énergétiques. Avec ses parois translucides, le centre aquatique fait figure de cube d'eau. Alors que l'électricité du pays est encore fournie à 70 % par le charbon, les sites sont éclairés par des lampadaires solaires et déploient force géothermie, pompes à chaleur, chauffe-eau solaires et panneaux photovoltaïques. Notamment sur le mur d'un bâtiment culturel, le « Media Wall », qui sera transformé le soir en écran géant autosuffisant. En revanche, Pékin est critiqué pour utiliser un bois exotique rare de Papouasie, le merbau.

Désastreux pour la couche d'ozone, les composés chimiques fluorés (HFC et HCFC) des systèmes réfrigérants sont remplacés par des molécules alternatives, par exemple dans la cafétéria olympique. « Pékin organise les premiers JO sans HCFC, avec 22 ans d'avance sur les engagements internationaux ! », s'enthousiasme Rajendra Shende, chef de l'action Ozone du PNUE. Succès environnementaux qui font tache d'huile, ou poudre verte aux yeux ? « Il sera intéressant de suivre Pékin après les JO, promet Benjamin Guinot. Ensuite ce sera au tour de Shanghai, de Canton, de Chenjing et ses 11 millions d'habitants… à 120 km de Pékin. »

Raquel Hadida

calendrier

Pour en savoir plus www.toogezer.com

Du 3 au 28 juillet
L'alter Tour de France, pour une planète non dopée. Pour connaître le circuit de cette manifestation festive et militante : www.altertour.net

Du 7 au 11 juillet
Colloque international sur les récifs de corail. Fort Lauderdale, Floride

Jusqu'au 18 juillet
Marche contre le nucléaire, de Londres à Genève en passant par la France. www.sortirdunucleaire.org

3 août : Ecofestival de Planguenoual (Côtes-d'Armor). Au programme : animations, tables rondes, musique, spectacles, courts métrages environnementaux… www.eco22.net

Consommation

Le pouvoir de l'achat

La grande distribution commence à afficher le coût écologique des produits. Reste au consommateur à jongler avec ces nouveaux indices carbone…

Petit fromage aux noix, dis-moi combien tu pèses sur l'environnement et je te dirais si je t'achète. 1,2 kg de CO_2 ? ! C'est ce qu'indique l'étiquette sur le paquet ou les gondoles du supermarché. On connaissait déjà l'étiquette énergie pour l'électroménager et les voitures, mais la grande distribution invente l'étiquette environnement, histoire que nous puissions remplir nos caddies alimentaires en fonction de notre impact sur le changement climatique. Casino, Leclerc, les Mousquetaires : après Tesco en Grande-Bretagne, en France ils s'y mettent (presque) tous ! Confortés par les conclusions du Grenelle de l'environnement qui prônent l'information du poids en carbone des produits d'ici 2011, chaque enseigne y va de sa démarche. Les marques de Casino (3 000 produits) et des Mousquetaires (Intermarché, 4 500 produits) ont toutes deux sorti les premiers produits à l'étiquetage environnemental en juin. Elles se concentrent sur leur marque distributeur et indiquent l'impact du produit sur le paquet. Les Mousquetaires optent pour un Écolo Pass qui donne des indications sur l'emballage pour faciliter le tri, (voir photo), tout en planchant sur des emballages allégés. La chaîne Casino incline aussi à trier en indiquant la part de l'emballage recyclable. Mais elle mise surtout sur l'étiquetage de l'indice carbone (voir encadré). Tout comme les magasins Leclerc de Wattrelos et de Templeuve, dans le Nord. Sous l'impulsion de leur directeur Thomas Pocher, ils ont débuté, en avril, l'affichage du « poids carbone » des produits alimentaires de toutes les marques, soit 20 000 produits, cette fois-ci sur les gondoles, sous l'affichage du prix.

Dans deux Leclerc du Nord, les tickets de caisse indiquent désormais le poids du caddie… en dioxyde de carbone. Un indice pour progresser vers une consommation plus durable.

Du carbone sur l'étiquette

Casino et Leclerc s'appuient sur les bases de données de cabinets d'étude indépendants, et leur méthode est soutenue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Suivant les étapes du « cycle de vie » du produit, ils utilisent des données moyennes ou précises, et expriment le bilan carbone pour 100 g ou bien par unité… Bref, l'heure est plus à l'expérimentation qu'à l'harmonisation qui devrait aboutir à une nouvelle norme Afnor déjà en discussion.

Encore faut-il que les clients « mordent » à cette nouvelle culture de l'indice carbone. « Étonnant, ce sont les jeunes foyers qui sont prêts à bouger. Ils ont compris que l'environnement était un levier pour leur pouvoir d'achat » analyse Thomas Pocher. Alors les enseignes déploient force pédagogie : banderoles, livrets, stands, sites… Pourquoi tant d'énergie pour ne pas vendre plus ? Les enseignes veulent fidéliser leurs clients en répondant à leurs besoins – 62 % des Français affirment vouloir connaître l'impact environnemental des produits sur l'étiquette (étude Ethicity-Ademe). Si les directeurs trouvent aberrant de voir dans leurs propres rayons des pommes Fuji du Japon (0,95 kg de CO_2/kg au lieu de 0,23 pour les Pink Lady françaises), des fraises de serre en hiver, ou des petites canettes suremballées, ils ne les retireront que lorsque les clients n'en voudront plus et que les ventes chuteront : « c'est notre métier ! ». Quand à faire plier les industriels, sous les exigences de la distribution, il y a encore un pas. Mais selon Alain Dizeul, directeur de la marque Casino, « les marques ont déjà plein d'idées pour progresser, mais attendent un signal du marché pour se lancer. » À nous de donner le coup de sifflet.

R. H.

La grande distribution invente l'étiquette environnement

Intermarché donne des indications sur les matériaux, le poids de ses emballages et ce qu'ils deviennent s'ils sont recyclables.

Indice carbone, kesako ?

Le bilan carbone d'un produit est un indicateur synthétique de l'ensemble du CO_2 qu'il émet dans l'atmosphère au cours de son « cycle de vie ». À chaque étape de sa vie, un produit dégage plus ou moins de ce gaz à effet de serre suivant l'énergie fossile qui est dépensée pour la production agricole de ses ingrédients, pour le transformer, le transporter, le stocker au froid, le distribuer, l'utiliser (cuisson, etc.), et gérer ses déchets en les recyclant ou non. Le bilan carbone donne donc une idée de l'impact de notre achat sur le changement climatique, mais aussi sur les ressources énergétiques de la planète. Par exemple, une tarte aux pommes surgelée, emballée dans du plastique et transportée par camion depuis la Pologne, distribuée dans un magasin climatisé et dégelée au four pèsera bien plus lourd qu'un paquet de farine, des œufs bios et un kilo de pommes de France cuites à la maison en compostant les pelures de pommes. Une chance : la tarte reviendra aussi moins cher. Economies sur tous les fronts !

Pour en savoir plus

- Le site des deux Leclerc : www.jeconomisemaplanete.com
- Le site des produits casino : www.produits-casino.fr

Les fantômes américains de Guantanamo

270 détenus croupissent dans les cellules de Guantanamo en attendant une hypothétique libération. Privés de droits, d'un statut, d'un procès. Pour beaucoup d'entre eux, l'extradition vers le pays d'origine s'avère, de surcroît, impossible.

« L'endroit est lugubre, semblable à un chenil de plein air entouré de barbelés tranchants », rapporte le journaliste Philippe Bolopion*, qui a participé à une visite – sous très haute surveillance – de Guantanamo Bay, enclave militaire américaine sur le sol cubain.
Les cellules individuelles sont « des cages grillagées de 1,80 m de large sur 2,40 m de long, protégées par un toit de tôle ondulée ». Elles renferment 270 détenus, selon les informations communiquées par le Pentagone le 2 mai dernier. Les rares détails rendus publics évoquent des grèves de la faim, des tentatives de suicide, des décès, et des cas de torture. Le gouvernement américain a reconnu avoir soumis Khaled Cheikh Mohammed, qu'il considère comme le cerveau des attaques du 11 septembre, « à des techniques assimilables à la torture, comme le waterboarding, une simulation de noyade », en dépit des conventions internationales qui interdisent toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant. Mais les États-Unis ont veillé à ne jamais considérer ces détenus comme « des prisonniers de guerre » pour éviter l'application des conventions de Genève. Ils se sont toujours cachés derrière les impératifs de la lutte contre le terrorisme : « Al-Qaïda n'est pas une armée connue, ses méthodes sont illégales et les détenus sont des tueurs ». Pourtant, tous les détenus n'appartiennent pas au mouvement terroriste. Certains ont des liens avec les Talibans. Pour d'autres, c'est le flou total…

Ni inculpés, ni jugés

De son côté, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) œuvre discrètement pour garantir quelques droits aux détenus depuis l'ouverture du camp, en janvier 2002. « Nous avons facilité l'échange de près de 30 000 messages Croix-Rouge. Ce sont des lettres manuscrites ou des photos, vues par les autorités américaines mais qui permettent de conserver un lien entre les détenus et leurs familles », explique Florian Westphal, chargé des relations avec les médias. « Ces détentions sont illégales », renchérit Anne-Marie Duranton, responsable de la coordination États-Unis pour Amnesty International. « Soit on les relâche, soit on les juge de façon équitable ». L'ONG, qui fait circuler une pétition jusqu'en décembre 2008, a lancé le débat sur les problèmes psychologiques et de santé extrêmement graves des détenus, et sur leur retour dans leur pays d'origine. Les États-Unis sont dans l'obligation de ne pas les renvoyer dans des pays où ils pourraient être persécutés ou torturés. C'est pourquoi de nombreux détenus croupissent aujourd'hui dans leur cellule, ne sachant pas où aller, et les libérations se déroulant au compte-gouttes. « Huit détenus Ouïghours de Chine ont dû être envoyés en Albanie, où ils ont aujourd'hui d'énormes difficultés à s'adapter. Un autre détenu, né dans les territoires palestiniens mais sans passeport, se retrouve aujourd'hui apatride à Guantanamo, sans réelle solution d'avenir », rapporte Anne-Marie Duranton, qui précise que les États-Unis ou les pays européens doivent leur accorder l'asile.

« Soit on les relâche, soit on les juge de façon équitable »

© L. Irni pour Amnesty International

Quelle suite ?

L'opération militaire musclée, sensée calmer l'opinion américaine après les attentats du World Trade Center, patauge aujourd'hui dans la boue. L'Union européenne et l'ONU ont officiellement appelé à la fermeture du camp. Les associations de droits de l'Homme demandent le jugement ou la libération des détenus, l'interdiction de la torture, le versement de dommages et intérêts pour violation des droits fondamentaux, l'arrêt des retours forcés vers des pays où ils peuvent être persécutés ou torturés, et une fois encore, la fermeture de ce camp et des prisons secrètes de la CIA. Mais les États-Unis, en pleine campagne présidentielle, font la sourde oreille.

Stéphanie Senet

* Philippe Bolopion a publié son enquête dans un livre, *Guantanamo, le bagne du bout du monde*, éditions La Découverte.

chronologie

Janvier 2002 Ouverture du centre de détention de Guantanamo et arrivée des premiers détenus.

Février 2006 Un rapport de l'ONU demande la fermeture des installations et le jugement des détenus.

Juin 2006 La Cour suprême des États-Unis prononce l'invalidité des tribunaux militaires d'exception.

Mai 2008 Dernière libération en date : celle de Sami al-Haj, caméraman soudanais d'Al-Jazira.

12 juin 2008 La Cour suprême des États-Unis, par 5 voix contre 4, déclare illégale la détention de prisonniers à Guantanamo dans la forme actuelle de leur absence de droits fondamentaux.

Langues à sauver

Plus de 3 000 langues sont amenées à disparaître dans le monde d'ici un siècle. L'Unesco profite de cette année internationale des langues pour sensibiliser à leur sauvegarde et au développement du multilinguisme.

© Ricky Rae / Unesco

Apprentissage d'une des 800 langues dans une école élémentaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Que serions-nous sans nos langues ? Tout simplement des peuples amnésiques, à la recherche d'une histoire, d'une mémoire, d'une identité. « C'est notre tâche de montrer aux gouvernements le rôle des langues dans l'identité culturelle, pour la diversité humaine, leur ouverture sur les connaissances, sur les gens, bref leur rôle pour la paix », rappelle Rieks Smeets, chef de la section du patrimoine immatériel à l'Unesco. Elles nous sont si proches qu'on a tendance à l'oublier. Pourtant, chaque année, certaines d'entre elles disparaissent, et particulièrement les langues indigènes, au rythme de 25 à 50 par an. Les locuteurs de ces langues forment des groupes de plus en plus restreints. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 800 langues voient leurs locuteurs réduits à une peau de chagrin tandis qu'on a oublié, en cours de route, de les transmettre aux jeunes générations. Les États portent aussi leur part de responsabilité. « La centralisation étatique a privilégié le choix d'une langue au détriment de toutes les autres pour la santé, l'école, les services publics », note Rieks Smeets, qui s'enthousiasme en revanche de l'émergence des politiques de multilinguisme mises en place dans certains pays. L'Inde a ainsi développé un système trilingue à l'école. Dans chaque État du pays, on parle la langue maternelle, une langue régionale et une langue internationale (souvent l'anglais).

Revitalisation, mode d'emploi

Ce phénomène de disparition linguistique n'a rien de fatal. De nombreuses actions permettent de revitaliser les langues. Trois conditions sont nécessaires selon l'Unesco : « la communauté doit être convaincue de la nécessité de sauver sa langue, l'État doit s'investir activement pour financer des actions souvent coûteuses, enfin des spécialistes doivent se charger de cette sauvegarde ». Les idées ne manquent pas : description grammaticale et lexicale de la langue, édition de livres, utilisation dans les médias et bien sûr conversations au quotidien… L'Éthiopie se montre par exemple très soucieuse de ses langues : en plus des 3 officielles, 80 langues régionales sont parlées à l'école primaire. Au-delà de ces actions volontaires, un texte international pourrait doper les plans de sauvetage. « Les conventions actuelles se bornent à rappeler le droit d'utiliser des langues privées et de ne pas être discriminé en raison de sa langue. Mais il faudrait un texte insistant sur la sauvegarde des langues en péril », explique Rieks Smeets. Aujourd'hui, seule une Charte du Conseil de l'Europe évoque une liste de 60 mesures à mettre en œuvre pour protéger les langues régionales ou minoritaires. Elle n'a été ratifiée que par 19 États. À quand la suite ?

S. S.

calendrier

Du 30 juin au 3 juillet
Forum mondial des droits de l'Homme à Nantes Un événement à ne pas manquer à l'approche du 60e anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme (cf. notre dossier page 28 à 32)

2 juillet Contre la peine de mort aux États-Unis
Amnesty International et l'ACAT France organisent un rassemblement pour l'abolition de la peine de mort aux États-Unis.

11 juillet Journée mondiale de la population Nous sommes 6,6 milliards d'habitants sur la planète. Pour la première fois, le nombre de citadins a dépassé celui des ruraux et d'ici 2030, 5 milliards de personnes vivront en ville. **www.unfpa.org**

9 août Journée internationale des populations autochtones
Survival milite pour l'application de la convention 169 de l'OIT qui protège les droits des populations indigènes, estimées à 370 millions de personnes à travers le monde. **www.survivalfrance.org**

Pour en savoir plus www.toogezer.com

Les oubliés de l'actu

L'Affaire Serge Maheshe

Le 13 juin 2007, Serge Maheshe, 31 ans, journaliste de la radio Okapi (radio des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC)) est assassiné à Bukavu, dans l'est de la RDC. Face à la forte mobilisation de la société civile et des instances internationales, les autorités congolaises entreprennent une enquête qui débouche rapidement sur une procédure judiciaire au niveau de la justice militaire.
Le 28 août 2007, le tribunal militaire de garnison de Bukavu condamne à mort deux civils (Freddy Matabaro et Mugisho Mastakila) qui reconnaissent avoir tué le journaliste. Sur la base de leurs dénonciations, le tribunal condamne également à la peine capitale deux amis de la victime (Serge Mohima et Alain Shamavu), accusés d'être les commanditaires du meurtre.
Le verdict est rendu en se fondant sur les seuls « aveux » des présumés assassins. Aucun mobile ni élément matériel n'ont pu être fournis. Par ailleurs, les observateurs au procès, notamment ceux des Nations Unies, reconnaissent l'existence de nombreuses anomalies et dysfonctionnements lors de la procédure qui remettent en cause le jugement émis. En septembre, les tueurs présumés innocentent les deux amis de Maheshe affirmant avoir subi des pressions de magistrats militaires.
Le 6 février 2008, le procès en appel débute devant le même tribunal militaire. Son verdict est rendu le 21 mai. La Cour confirme la condamnation à mort des deux assassins présumés, prononce la peine de mort contre un troisième prévenu (acquitté en première instance), et acquitte les deux amis du défunt. Les nombreuses irrégularités constatées durant le procès n'ont pas encore permis de faire émerger la vérité. Plusieurs avocats et observateurs au procès ont fait l'objet d'intimidations ou de menaces de mort par téléphone pour avoir fait état de ces irrégularités.
Clément Boursin, ACAT-France

300 Plus de 300 intervenants participeront aux débats du Forum.

© Samuel Bollendorff

Un forum mondial pour les droits de l'Homme

Dossier réalisé par Marie Ernoult

Du 30 juin au 3 juillet, se tiendra à Nantes, la troisième édition du Forum mondial des droits de l'Homme, dont l'objectif est de soutenir et développer les réseaux d'acteurs impliqués dans la protection, le respect et la mise en œuvre des droits de l'Homme. Tables rondes, séances plénières, expositions, projections, animations culturelles rythmeront le Forum. Au sommaire de notre dossier consacré à cet événement : interview d'Emmanuel Decaux, président du Secrétariat permanent international des Droits de l'Homme (SPIDH) (page 29) ; zoom sur l'un des sujets traités en table ronde : Les politiques migratoires en Europe (pages 30-31) ; et le Forum des livres citoyens : *À marche Forcée*, de Samuel Bollendorff (page 32)

70 70 pays seront représentés au Forum.

« On se berce de mots, sans réflexion de fond »

Interview d'Emmanuel Decaux, Président du SPIDH et membre du comité consultatif du conseil des Droits de l'Homme des Nations unies.

Depuis le deuxième Forum mondial des droits de l'Homme en 2006, considérez-vous que les droits de l'Homme ont reculé ou progressé dans le monde ?

Emmanuel Decaux : Nous sommes enfin sortis de cette période stérile de la réforme de la Commission des droits de l'homme, qui a contribué à renforcer la politisation dénoncée assez naïvement par certains. Le nouveau Conseil des droits de l'Homme doit être un organe de décision politique. Ce qui compte, évidemment, ce sont les décisions prises. Les textes adoptés récemment sont la Convention sur les disparitions forcées et celle sur les droits des personnes handicapées, tout comme la Déclaration sur les droits des peuples autochtones votée par l'Assemblée générale. Souhaitons que le protocole additionnel au Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels qui consacre l'« opposabilité » de ces droits en permettant des communications individuelles, sera adopté avant la fin de l'année 2008. Sur le terrain, les choses sont évidemment plus floues, avec des crises régionales qui perdurent, envenimées par la « guerre contre le terrorisme » lancée par l'administration Bush. Les risques d'instabilité se multiplient, comme on le voit dans des pays aussi différents que le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe. La priorité me semble être au règlement des crises régionales, à commencer par le Proche-Orient, et il faut espérer que la future administration américaine reviendra au multilatéralisme.

Que peut-on attendre de la présidence française de l'UE en matière de droits de l'Homme, en Europe et dans le monde ?

E.D : Il faut souhaiter que la présidence française permette de dégager des priorités cohérentes et claires, à l'intérieur comme à l'extérieur.
Sur le plan interne, l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'Homme, prévue par le traité de Lisbonne, serait un grand progrès. Mais la Russie s'y oppose dans le cadre du Conseil de l'Europe. Je ne comprends pas que l'Union européenne n'en fasse pas une priorité de ses négociations bilatérales avec la Russie. De leur côté, les pays du Tiers Monde attendent beaucoup plus de cohérence de la part des États européens, s'agissant notamment du traitement des étrangers. Pour ne citer qu'un exemple, le harcèlement subi par les étudiants africains régulièrement inscrits dans nos universités est particulièrement alarmant à cet égard.

Par rapport à ses voisins comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou le Royaume-Uni, quelles sont les libertés fondamentales sur lesquelles la France est en retard ?

E.D : Ce qui frappe surtout, c'est la convergence profonde entre ces pays, sur le terrain des droits de l'Homme, comme dans leurs grands engagements internationaux, s'agissant par exemple de l'abolition de la peine de mort ou de la justice pénale internationale. Il y a, bien sûr, des nuances dans leurs positions. Je ne crois pas qu'on puisse dire que la France est « en retard » sur le terrain des « libertés fondamentales », par rapport à ses voisins. Notre défaut est de préférer les grands discours aux garanties effectives, et sur ce terrain les Britanniques ont beaucoup à nous apprendre, avec leur empirisme et leur sens de la tradition. Il a fallu attendre des années, malgré tous les rapports et avis rendus à ce sujet, pour qu'une loi de 2007 mette en place un « contrôleur général des lieux de privation de libertés ». [NDLR, Il vient d'être nommé en la personne de Jean-Marie Delarue.]
De même, la Commission nationale de déontologie de la sécurité créée par une loi de 2000 a vu ses moyens de fonctionnement considérablement réduits, au point d'hypothéquer son fonctionnement effectif. Bien plus, la réforme de la Constitution actuellement en discussion devant les deux chambres risque de remettre en cause ces institutions indépendantes, aux fonctions précises et spécialisées, au nom de la création d'un « Défenseur des droits du citoyen » dont on ne nous dit rien, puisque tous les détails seraient renvoyés à une loi organique. Au lieu de renforcer les moyens humains et financiers des institutions existantes, on se berce de mots, en passant d'une réforme à l'autre, sans réflexion de fond.

> **« Notre défaut est de préférer les grands discours aux garanties effectives »**

Sur le plan diplomatique, quelles sont les conventions internationales dont vous attendez la ratification prochaine de la France ?

E.D : La priorité serait aujourd'hui de ratifier la Convention internationale sur les droits des migrants et de leur famille de 1990. De même, le retard de la France à signer et ratifier le protocole n° 12 à la Convention européenne des droits de l'Homme en matière de non-discrimination paraît difficile à justifier, au regard de nos engagements de principe en la matière.

Propos recueillis par Marie Ernoult

Pour un mouvement international...

Et si Nantes était le point d'ancrage d'un nouveau mouvement international de promotion universelle des droits de l'Homme ? Le Forum mondial des droits de l'Homme de Nantes, organisé par une équipe présidée par Emmanuel Decaux et animée par Franck Barrau, en est à sa troisième édition et s'impose désormais comme un rendez-vous clé des promoteurs des droits humains de par le monde.
Les droits fondamentaux sont malmenés aujourd'hui, les organisations impliquées en première ligne sont trop souvent prises dans les inerties de la diplomatie interétatique. Nous avons tous besoin d'un nouvel espace d'échanges pour appeler à de nouveaux progrès internationaux pour les libertés fondamentales. Nantes et son Forum pourraient être le cœur de cette nouvelle dynamique.
Nantes a des atouts : le Forum est organisé par une structure pérenne qui se situe à équidistance des différents types d'acteurs (États, collectivités locales, ONG, experts...). Tous les deux ans, il réunit des milliers de défenseurs des droits humains des cinq continents. Le Forum est porté par des collectivités locales, c'est-à-dire des dépositaires de la chose publique moins susceptibles de violations des droits humains que les États, mais responsables elles aussi de leur promotion. Le secrétariat permanent qui organise le Forum (SPIDH) participe déjà activement à la liaison entre collectivités locales membres de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis), qui regroupe les plus grandes métropoles de la planète : dans ce cadre, le SPIDH anime désormais le groupe de travail (collectivités locales et experts) participant à la rédaction de la Charte-agenda mondiale des droits de l'Homme dans la Ville. C'est aussi à Nantes qu'est lancée le 30 juin la Coalition internationale des villes contre le racisme, sous l'égide de l'UNESCO.
Nantes 2006 avait abouti à la création d'un secrétariat permanent. Gageons que 2008 donnera aux défenseurs des droits de l'Homme une énergie fédératrice renouvelée...

Michel Taube

1500 à 1700

1500 à 1700 personnes sont attendues à la troisième édition du Forum mondial des droits de l'Homme.

Politique migratoire européenne : une harmonisation difficile

© Solène Guerinot

Quelle politique migratoire pour l'Europe, quels droits pour les migrants ? Telles sont les questions qui seront débattues au Forum Mondial des droits de l'Homme de Nantes. Alors que le Parlement européen a adopté le 18 juin dernier la directive « retour » tant décriée par les associations de défense des migrants, que la Présidence française de l'UE entend faire de l'immigration l'une de ses priorités, ce sujet reste épineux et rend difficile une harmonisation pourtant nécessaire.

18,5 millions de ressortissants de pays tiers résident dans l'Union européenne*, soit 3,8 % de la population totale. Tous les pays membres sont concernés par ces flux migratoires internationaux. Impossible donc pour l'UE, espace de libre circulation depuis les Accords de Schengen en 1985**, d'échapper à la mise en place d'une politique commune en la matière, afin de pouvoir accueillir dans les meilleures conditions ces migrants, mais aussi pour renforcer la coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine - le nombre de clandestins est estimé à huit millions par la Commission européenne.

Une harmonisation difficile

Si les pays membres s'accordent à reconnaître l'urgence de traiter la question de l'immigration – la Présidence française de l'UE entend d'ailleurs l'aborder en priorité –, ce domaine relève traditionnellement de la souveraineté des États. « Il y a des domaines pour lesquels les États sont prêts à entrer dans des normes collectives », indique Jérôme Martinez, délégué Ile-de-France de la Cimade***. « Mais concernant l'immigration, les enjeux dans les politiques nationales sont trop importants. Il y a un intérêt électoral tellement fort sur ces questions, que l'on voit difficilement comment tous les États pourraient se déresponsabiliser de la gestion de l'immigration. » Pourtant, chaque mesure politique prise à l'échelle d'un État membre a des répercussions sur l'ensemble de l'Europe. En effet, si des migrants se voient régulariser dans l'un des pays de l'Union, comme ce fut le cas en Espagne en 2006, ces derniers acquièrent de la même façon le droit de circuler librement au sein de l'UE. Les 27 doivent donc désormais naviguer dans le même sens.

Des avancées déjà réalisées

Un premier pas a été avancé en 1999, avec les accords de Tampere (Finlande), qui érigeaient les principes de base d'un politique commune de l'UE en matière d'immigration. Cette initiative est entérinée en 2004 avec l'adoption du programme de La Haye, qui souligne la nécessité de mieux coordonner les politiques nationales d'intégration et fixe les objectifs pour la période de 2005-2010. Ceci étant, seules cinq directives en ce sens ont été votées, concernant le regroupement familial (septembre 2003), les conditions d'admission des étudiants (novembre 2003), l'admission des chercheurs (octobre 2005) et, le 18 juin dernier, les reconduites à la frontière des sans-papiers : la fameuse directive « retour », ou directive « de la honte » pour ses détracteurs.

Celle-ci fixe en effet la durée de rétention des immigrés sans-papiers à six mois au maximum – alors qu'elle est aujourd'hui de trente-deux jours en France, trois mois en Grèce ou encore illimitée dans certains pays comme les Pays-Bas ou la Suède. Cette durée de rétention, largement contestée, mènerait à une interdiction de séjour des immigrés illégaux dans l'UE de cinq ans. Pour Jérôme Martinez, « ce qui a été défini ne peut être acceptable en termes de norme. On ne peut pas soutenir l'argument du progrès dans certains pays qui n'ont pas de durée maximale de détention pour faire passer une norme régressive au niveau européen. Il y a des contradictions. On définit des règles d'expulsion sans avoir au préalable définit les règles sur qui on accepte. L'UE amorce une course en avant pour définir des textes très durs sur l'immigration. » Pour certains eurodéputés, ces règles visent en priorité à éviter des abus dans certains États membres en fixant, au moins, un cadre réglementaire global.

L'Europe, forteresse imprenable ?

Si la directive retour fait tant de bruit, c'est parce que la question de l'immigration clandestine est centrale en Europe. « Nous sommes aujourd'hui dans une contradiction majeure : on valorise la mobilité pour les Européens, et pour les autres, on leur dit au contraire : « Restez chez vous ! », alors qu'il y a une pénurie de main d'œuvre et un vieillissement de la population européenne », souligne Catherine de Wenden, directrice de recherche au Centre d'études et de recherches internationales, spécialiste des migrations internationales. « Il faut régulariser massivement les sans-papiers, être plus souple sur les règles de la délivrance de l'asile, lever la préférence européenne à l'emploi et faciliter l'accès au visa, notamment des visas à entrées multiples, de courts séjours pour les gens du Sud qui aspirent à circuler et pas nécessairement à s'installer. » Mais la politique européenne en matière d'immigration, pour être commune, doit être le fruit de nombreux compromis qui compliquent, sans doute, la construction d'une Europe ouverte et accueillante. « Depuis 10 ans, ce qui est fait par l'Europe en matière d'immigration, c'est un concept de forteresse assiégée : on considère que l'UE doit fermer ses portes et à partir de cela, on met en place des politiques de coopération qui sont basées sur des politiques répressives. »

La politique migratoire relève encore de la souveraineté des États

Contradictions et frilosité

La manière dont l'Europe aborde le problème de l'immigration clandestine est le reflet de grandes contradictions, qu'elle va devoir régler pour relever les défis qu'elle s'est fixés. Et pour y parvenir, l'UE a besoin de l'immigration. « L'immigration économique est sans doute l'une des voies à explorer », indique Jérôme Martinez. « Mais il faut l'aborder avec plus de transparence et de volonté. Aujourd'hui, l'Europe n'a pas encore choisi entre le modèle répressif et celui d'une Europe ouverte à une main-d'œuvre de travail. On est à mi-chemin entre les deux. C'est la contradiction de l'UE, à cause de sa frilosité sur ces questions. » Une frilosité que l'on peut espérer voir être bousculée par la Présidence française de l'UE, qui posera des bases de ce que l'Europe pourra enclencher dans les années à venir... et c'est sur cela qu'il faudra être attentif. L'avantage du traité de Lisbonne, dont la mise en œuvre reste incertaine depuis le « non » irlandais, était notamment d'élargir le champ de la codécision avec le Parlement européen par exemple sur les questions d'immigration hautement polémiques et qui crée des clivages importants au sein de l'hémicycle. Pourrait-on vraiment mettre en œuvre une politique d'immigration européenne sur les bases du traité de Nice ?

Marie Ernoult

* Selon le 3e rapport annuel de la Commission européenne sur la migration et l'intégration datant d'octobre 2007.
** L'Irlande et le Royaume-Uni bénéficient d'un statut particulier et conservent ainsi le droit de contrôler les personnes à leurs frontières. A contrario, la Norvège, la Suisse et l'Islande se sont associées aux Accords. Chypre, la Roumanie et la Bulgarie restent pour le moment en dehors cet espace.
*** Cimade : Service œcuménique d'entraide spécialisé dans l'accueil, l'orientation et la défense des personnes étrangères et demandeuses d'asile.

36

36 tables rondes et trois séances plénières rythmeront cette troisième édition du Forum mondial des droits de l'Homme.

Temps Forts du Forum

Lundi 30 juin
Journée Jeunesse « Sport, citoyenneté et droits de l'Homme »
18 h 30 : Cérémonie d'ouverture

Mardi 1er juillet
Les droits de l'Homme, entre globalisation économique et solidarité internationale

Mercredi 2 juillet
Quelle Europe pour les droits de l'Homme ? Quels droits de l'Homme pour l'Europe ?

Jeudi 3 juillet
Gouvernance locale et droits de l'Homme : une effectivité à portée de tous.

Pour en savoir plus
• www.spidh.org

© Samuel Bollendorff

On dénombre une vingtaine de morts chaque jour dans les mines de charbon.

Le revers du miracle économique chinois

Alors que le monde célèbre le miracle de la Chine Populaire engouffrée dans l'économie de marché et que les Jeux Olympique se préparent à Pékin, Samuel Bollendorff, journaliste et photographe, publie *À marche forcée*, une enquête réalisée sous forme de photographies légendées, sur les oubliés de la croissance chinoise. Son ouvrage sera présenté au Forum du livre citoyen, événement associé au Forum mondial des droits de l'Homme de Nantes.

En Chine, trois quarts des 500 millions de paysans vivent en dessous du seuil de pauvreté et sont contraints de migrer clandestinement à l'intérieur de leur propre pays. On les appelle les mingong. Exploités, à plusieurs milliers de kilomètres de chez eux, dans des mines de charbon où beaucoup y laissent leur vie, ou dans des ateliers du monde, ces migrants fuient leurs terres natales, des campagnes millénaires aujourd'hui dévastées par les pollutions industrielles où les populations se meurent en silence. C'est ce drame humain, engendré par ce que l'on appelle le miracle économique chinois, que le photographe Samuel Bollendorff nous fait découvrir dans son ouvrage *À marche forcée*.

À marche forcée, Samuel Bollendorff, Éditions textuel, édition bilingue, 128 pages, 45 euros.

Établir un climat de confiance

Samuel Bollendorff a été témoin de la spectaculaire ascension économique de l'Empire du milieu. « J'y avais été en 1993 pour réaliser mon premier sujet sur les problématiques hospitalières, la médecine traditionnelle dans le milieu hospitalier en Chine. Puis, je n'y suis pas retourné pendant 13 ans. Et en 2005, je me suis retrouvé par hasard à Pékin et Shanghai. J'ai vu Pékin qui avait été rasé puis reconstruit et j'ai découvert Shanghai avec 3 000 buildings en plus… Je me suis dit qu'il n'était plus possible de ne pas travailler sur la Chine. J'ai écrit un projet sur le revers du miracle économique chinois, proposé au ministère de la Culture. » Dix voyages ont été nécessaires, de novembre 2005 à décembre 2007 avec des visas touristiques, pour réaliser les photographies et recueillir les témoignages. Pour gagner la confiance des interviewés, et pour ne pas à avoir recours à un traducteur chinois, « qui risquait de les dénoncer », le photographe réalise l'ensemble de ses enquêtes avec Abel Ségrétin, correspondant pour RFI à Pékin, parlant le chinois. « Cela nous a permis d'avoir d'emblée un climat de confiance. Les gens n'avaient pas l'impression d'être surveillés. »

Des témoignages forts, intimes et engagés

Au cours de son reportage, Samuel Bollendorff constate même que ces oubliés du miracle économique chinois ont besoin de se confier : « Ils avaient une certaine appréhension au départ, ce qui est normal. Mais ce qui comptait, c'était de pouvoir passer du temps avec eux, de discuter, ils savaient très bien qui on était. Mais ils avaient envie de parler et d'être pris en photo, ils étaient acculés et ils avaient besoin de pouvoir raconter leurs conditions de vie, de pouvoir se confier à des gens extérieurs. » Et les témoignages qu'il recueille sont forts, intimes et engagés. Que ce soient « les enterrées vivants », les gueules noires qui travaillent dans les mines de charbon, où l'on dénombre une vingtaine de morts chaque jour ; les ouvrières du Père Noël, qui travaillent pour Disney ou Mattel et qui fabriquent douze heures par jour, sept jours sur sept les Barbies, Mickey et autres Spiderman qui font la joie des petits occidentaux… Ou encore les damnés du barrage de Pubuguo, autrement dit les paysans de Hanuan, victimes de promesses non tenues, de taux d'indemnisation inacceptables, de pressions physiques et policières et qui tentent de lutter contre leur expropriation… Tous ces protagonistes ont accepté de se livrer à Samuel Bollendorff, dans l'espoir d'être entendus au-delà des frontières, malgré les risques encourus.

« Ils avaient besoin de pouvoir raconter leurs conditions de vie, de se confier à des gens extérieurs »

Marie Ernoult

toogezer
Le mag qui nous rend citoyen

Librairie

Toogezer publie des livres engagés au cœur de l'actualité.

Renseignements et commandes sur :

www.toogezer.com

Abonnement

Pour recevoir directement *chez vous* Toogezer, le magazine du développement durable et de la citoyenneté, une seule solution : vous abonner !

Choisissez la formule qui vous va…

Je, soussigné(e),

NOM : .....

PRÉNOM : .....

Organisme : .....

Adresse : .....

Signature :

Code postal : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Courriel : .....

souscris à l'abonnement de mon choix :

• ABONNEMENT INDIVIDUEL pour 10 numéros :		Avantages
☐ Simple	29 €	
☐ Soutien	49 €	1
☐ Parrainage	100 €	1 + 2
☐ Mécénat	500 €	1 + 2 + 3

• ABONNEMENT CORPORATE pour 10 numéros :		
☐ 30 exemplaires par numéro	500 €	1
☐ 75 exemplaires	1 000 €	1 + 2
☐ 500 exemplaires	5 000 €	1 + 2 + 3

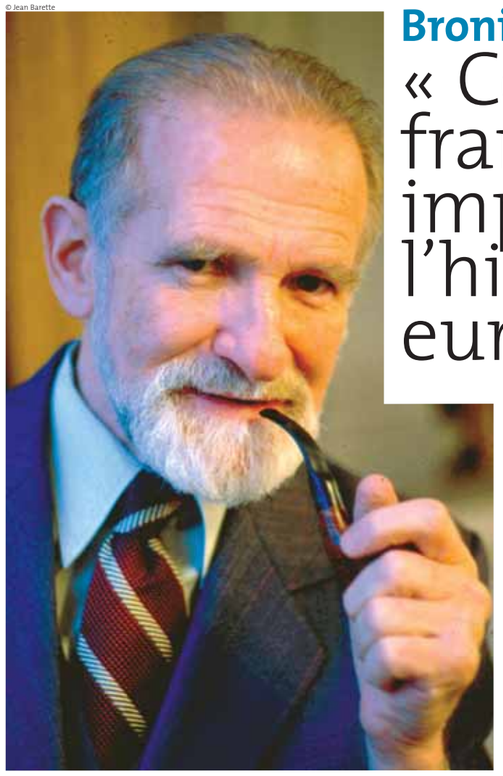
1 Vous recevez le livre de Michel Doucin, *Les ONG, le contre-pouvoir* des Éditions Toogezer et le stylo Toogezer 100% recyclable.
2 Votre nom est mentionné, sauf mention contraire de votre part, dans la rubrique « Abonnés, ils soutiennent Toogezer » du site Internet.
3 Votre nom est mentionné, sauf mention contraire de votre part, dans la rubrique « Abonnés, ils soutiennent Toogezer » du magazine bimestriel Toogezer.

☐ **Je joins un chèque ou fais procéder à un mandat administratif de** ..... €
à l'ordre de **Toogezer** – 96 bis, rue Beaubourg 75003 Paris.

Toute l'équipe Toogezer vous souhaite une excellente lecture…

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès aux informations vous concernant. Vous pouvez, par notre intermédiaire, recevoir des offres de nos partenaires. Si vous ne le souhaitez pas, écrivez-nous.

© Jean Barette



Bronislaw Geremek : « Cette présidence française est très importante dans l'histoire de l'Union européenne »

Après la Slovénie, c'est au tour de la France d'assurer la présidence de l'Union européenne jusqu'en décembre 2008. À cette occasion, le député européen Bronislaw Geremek, figure historique du mouvement syndical polonais Solidarnosc et président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, nous confie ses attentes, ses craintes et ses espérances pour l'avenir de l'UE.

Quelles sont vos attentes concernant la présidence française de l'Union Européenne ?

Bronislaw Geremek : Mes attentes sont très grandes. La France a annoncé le projet d'une Union méditerranéenne qui reprend sous cette nouvelle formule l'initiative de Lisbonne avec le programme de la coopération méditerranéenne. Sur ce point, il est important de savoir comment l'intégration européenne pourra se faire.

Se pose également la question de la politique de l'Union européenne face au changement climatique. Ce problème concerne aussi bien l'environnement dans la vie quotidienne des Européens, que les politiques communautaires et la politique étrangère de l'Europe.

Par ailleurs, la présidence française commencera alors que l'économie mondiale se trouve dans un état d'incertitude. Il faudrait que l'Union européenne soit capable d'y faire face. J'attends aussi beaucoup des stratégies énergétiques que l'Union européenne a entrepris ces derniers temps. Cette politique concerne directement la politique étrangère et de sécurité. Il faudrait mettre en place des politiques de solidarités européennes, qui ont des précédents puisque la Politique agricole commune en était une. Mais cette fois-ci, ce sont des défis économiques qui vont plus loin et qui sont liés au problème de l'innovation technologique et économique de l'Europe. La stratégie de Lisbonne ne semble pas être mise en œuvre de façon réelle. Lancer cette stratégie, c'est faire face à l'expansion économique de la Chine et de l'Inde. Dans ce domaine, l'Europe doit avoir une politique commune.

Le dernier volet de mes attentes européennes concerne l'Afrique. La France devrait lancer une politique globale de l'Union européenne à l'égard de ce contient. Car là aussi, l'économie est mêlée à la stratégie politique. C'est en Afrique que l'on assiste à l'expansion de la Chine... Et il y a aussi le drame du Darfour, dans lequel l'Europe doit faire face à ses responsabilités.

« L'Europe ne devrait pas chercher à s'entourer de murs »

Cette présidence française est très importante dans l'histoire de l'Union européenne. Elle s'annonce comme un temps difficile, mais également comme un temps où des réponses devront être trouvées dans la politique pratique.

L'immigration figure également parmi les dossiers prioritaires annoncés par la France. Comment cette question devrait-elle être abordée ?

B. G. : Ce dossier n'a été abordé, par les pays européens et par l'Union européenne, que depuis l'année dernière, mais l'on n'a pas encore trouvé de réponse. Je suis de ceux qui pensent que l'Europe ne devrait pas chercher à s'entourer de murs, elle doit être capable de gérer ce mouvement de migration qui est inévitable et nécessaire à la santé de l'économie et de la démocratie européenne. Jusqu'à maintenant, seuls la France, l'Espagne et l'Italie ont entrepris des politiques d'immigration. Mais l'Union européenne n'était, jusqu'ici, pas capable de formuler une politique commune. Il revient donc à la présidence française la responsabilité d'allier les efforts des gouvernements nationaux au lieu des politiques nationales, et de proposer une philosophie d'action pour l'Europe toute entière.

Vous êtes attaché à l'idée de solidarité sociale en Europe. Est-ce que le slogan de la présidence française : « L'Europe qui protège » correspond à l'idée que vous vous faite de l'UE ?

B. G. : Je suis persuadé qu'on peut ainsi comprendre la politique que la France a annoncé pour la période de sa présidence. Mais il y a une crainte dans ce domaine que la protection soit comprise dans le sens d'un protectionnisme. La protection, oui, mais le protectionnisme, non ! Et la protection doit concerner d'abord le social, ceux qui ont le sentiment d'être les laissés pour compte de l'économie moderne. Il faudrait des politiques sociales concertées. Cette politique de protection peut être comprise comme apportant un message clair et simple, laissant apparaître aux yeux des citoyens européens que l'Union européenne leur apporte quelque chose, qu'elle est proche des soucis quotidiens.

Pensez-vous que cette présidence pourra faire oublier le Non français au référendum sur la Constitution européenne ?

B. G. : Le président Sarkozy a dit avec force que la France est de retour en politique européenne. Seulement maintenant, il faut traduire cette phrase en politique avec des propositions françaises concrètes. Il faudrait que la France cherche à rendre les Européens fiers d'eux-mêmes, parce que le référendum négatif français a introduit dans le climat de l'Europe une sorte de morosité, de manque de confiance et d'espoir. Il faut donc croire que la France sera capable de renverser cette tendance et de proposer des perspectives d'intégration européennes, des propositions qui rendraient l'Union européenne plus proche de ses citoyens. C'est ainsi que la France, aussi bien pour elle-même que pour l'Europe, pourrait renouveler le projet européen.

Propos recueillis par Marie Ernoult

Au fait, c'est quoi la présidence de l'UE ?

Ce que l'on désigne communément par la Présidence de l'Union européenne est plus précisément la Présidence de l'une des institutions communautaires, à savoir le Conseil de l'Union européenne qui réunit plusieurs fois par mois les ministres des États membres. Selon les domaines qui sont à l'ordre du jour, chaque pays peut y être représenté par le ministre responsable du domaine en question (affaires étrangères, finances, affaires sociales, transports, agriculture, etc.).

Sa présidence est assurée, à tour de rôle pendant 6 mois (de janvier à juin et de juillet à décembre), par chaque État membre selon un ordre préétabli par le Conseil, statuant à l'unanimité.

La présidence du Conseil de l'Union européenne est chargée d'organiser les travaux de l'institution, de présider l'ensemble des réunions et d'élaborer des compromis.

La France, qui depuis 1995 a assuré à deux reprises cette présidence, assumera de nouveau cette fonction de juillet à décembre 2008.

Pour en savoir plus : www.consilium.europa.eu

calendrier

Pour en savoir plus www.toogezer.com

Du 1er juillet au 31 décembre
Présidence française du Conseil de l'Union européenne
La France prend la succession de la Slovénie et passera le relais, en 2009, à la République tchèque.

3 et 4 juillet
Colloque : Évaluation des politiques publiques en Europe
Colloque organisé par la Société française de l'évaluation. 172 intervenants et 22 pays représentés. Inscription et renseignements : sfe.strasbourg2008@orange.fr

Du 7 au 10 juillet
Séance plénière du Parlement européen à Strasbourg
La session plénière du Parlement européen est le lieu où s'assied formellement le Parlement pour voter la législation de l'Union européenne et pour adopter sa position sur des questions politiques. Les sessions plénières ont lieu 12 fois par an à Strasbourg.

13 juillet
Sommet de Paris :
« Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée ».

Portables, Wifi, antennes relais : quels dangers ?

Ils sont partout ! Les téléphones portables en émettent, le Wifi aussi, les antennes relais également... Mais les rayonnements électromagnétiques sont-ils dangereux pour la santé ? Selon Michèle Rivasi, présidente du Criirem, les dangers sont avérés, alors que Martine Hours, médecin épidémiologiste, prône le simple principe de précaution en l'absence de consensus scientifique sur cette question... Débat.

Quels sont les effets des rayonnements électromagnétiques sur la santé ?

Michèle Rivasi : Les effets sont thermiques et athermiques. Les effets thermiques se matérialisent, par exemple quand on utilise un portable, par le fait que ça nous chauffe l'oreille. Cela est dû aux rayonnements. Les effets athermiques se matérialisent quand les rayonnements modifient la biologie des cellules de notre organisme. Cela peut intervenir sur la production d'hormones, comme la mélatonine, qui intervient dans la chronologie éveil/sommeil, sur l'immunité ou sur la production de molécules de stress... Reste à savoir si ces effets biologiques vont avoir des répercussions sur la santé. Selon les dernières études épidémiologistes faites sur l'utilisation importante du téléphone portable, cela peut provoquer des cancers du nerf auditif ou du cerveau. On sait aussi maintenant que si des enfants vivent sous des lignes à haute tension, il peut y avoir un risque de leucémie...

Martine Hours : À ce jour, il n'y a pas de consensus scientifique pour dire si il y a des effets. Il y a, depuis quelques mois, des études qui disent qu'il pourrait y avoir un effet sur la santé, notamment sur la production de tumeurs du cerveau. Mais il y a autant d'études qui disent le contraire. On ne peut pas dire que les dangers soient prouvés. Ils sont suggérés. Il faut un certain temps pour que les scientifiques aient tout analysé.

« Combien leur faut-il de morts pour qu'ils réagissent ? »

Puisqu'il n'y a pas de consensus, le doute plane. Alors dans le doute, pourquoi aucune mesure de précaution n'a été prise ?

M. R. : L'utilisation de toute cette technologie sans fil est assez récente. Elle a explosé dans les années 2000, mais aucune étude sanitaire n'a été menée en parallèle... Les lobbies sont tellement forts, il y a tellement d'argent en jeu ! Il faudrait que nos organismes officiels français soient indépendants de ces lobbies. Ce qui n'est pas le cas !

M. H. : On nous reproche en permanence ce manque d'indépendance... Je ne comprends pas bien l'enjeu. Je ne pense pas qu'un scientifique puisse changer ses résultats, mais on peut interpréter les résultats des études de deux façons. Il y a ceux qui disent qu'ils sont liés aux effets, d'autres qui disent qu'ils sont liés au biais d'observation... C'est à la communauté scientifique d'analyser toutes les études qui ont été réalisées et de s'affranchir du poids des opérateurs ou des industriels.

Comment expliquer que l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) et le Criirem ne travaillent pas à partir des mêmes études ?

M. R. : L'Afsset ferme les yeux sur certaines études, ce qui est aberrant. Pourtant, il y a des études européennes, actées, reconnues et publiées, mais personne ne veut informer la population, c'est incroyable ! Combien leur faut-il de morts pour qu'ils réagissent ?

M. H. : Les critères d'évaluation de l'Afsset et du Criirem ne sont pas les mêmes. Le Criirem voit essentiellement les études qui montrent un effet et prend très peu en compte les études qui n'en démontrent pas. Par ailleurs, les premières études sur lesquelles le Criirem se basait, qui démontraient des effets sur la santé, étaient pour beaucoup de très mauvaise qualité scientifique : elles ont donc été rejetées. Ceci explique l'incompréhension entre la communauté scientifique et les associations. Ces derniers temps, les études qui ont démontré des effets - et il y en a peu -, sont de bien meilleure qualité et seront, je pense, prises en compte dans la prochaine analyse de l'Afsset.

« Nous devons réguler notre utilisation du téléphone portable »

L'Afsset a souvent été accusée d'être proche de l'industrie de téléphonie...

M. R. : Exactement, et ça a été reconnu par l'inspection générale des affaires sociales (IGIAS) ainsi que l'inspection générale de l'environnement (IGE), qui avaient mis en évidence dans un rapport datant de 2006 [rapport sur l'évaluation des méthodes de travail scientifique de l'Afsset, NDLR] que sur les 10 experts qui avaient travaillé sur ces rapports sur la téléphonie mobile, un était financé par Bouygues, et trois autres avaient des contrats avec les opérateurs...

M. H. : L'IGIAS a critiqué la façon dont l'Afsset avait réuni le groupe d'experts, mais n'a pas critiqué les résultats des expertises. Quand l'Afsset a été mise en place, on ne lui a pas laissé le temps de se structurer, les ministères l'ont tout de suite fait crouler sous une tonne d'avis d'experts à demander. Donc, il y a aussi une part de responsabilité des tutelles. Mais cela a été corrigé : les recherches d'experts pour les commissions d'expertises sont désormais publiques, il y a un appel d'offres public, dans chaque comité les experts doivent donner publiquement leurs rapports avec les industries. Les procédures sont maintenant respectées, et l'Afsset ne sera plus soumise à ce genre de critiques qui étaient avérées, car certains experts avaient des liens avec l'industrie. Mais cela ne veut pas dire qu'ils étaient à la solde des industries, d'autant qu'ils n'avaient pas dissimulé ces liens.

Qu'attendez-vous des pouvoirs politiques ?

M. R. : Je suis pour qu'il y ait un contrôle indépendant de la pollution électromagnétique par des balises qui fonctionnent en continu. Il faut absolument que les citoyens soient informés lors des nouvelles implantations d'antennes. Et l'Afsset doit procéder à de véritables études sanitaires, que ce soit au niveau des lignes à haute tension ou au niveau des antennes relais, mais aussi sur les technologies que l'on emploie pour les jeunes enfants comme les baby phone, et qu'on interdise l'achat des portables pour les enfants jusqu'à l'âge de 15 ans... Nous sommes également pour que la puissance des antennes relais soit diminuée, que leur nombre soit multiplié et que leur puissance soit inférieure à 0,6 volt par mètre. Nous sommes pour l'utilisation d'Internet, mais avec la technologie de la fibre optique. Concernant le WiMax, nous souhaiterions qu'il y ait un contrôle. Les inquiétudes sont très grandes, mais aucune étude n'a été faite. Il ne faut pas que la technologie prime sur la santé !

M. H. : Dans la mesure où l'on ne sait pas s'il y a un effet, et à quel seuil il pourrait y en avoir, pour le moment il n'y a pas vraiment d'arguments pour se mettre sur 0,6 volt ou sur 1 volt, ou sur 2 ou 3 volts... Il y a eu des campagnes de mesures, j'en ai moi-même réalisé sur Lyon, et la grande majorité de la population est exposée à moins de 0,5 volt par mètre... Donc on respecte déjà des règles qui n'existent pas.

En tant qu'utilisateurs de ces technologies, quelles précautions devons-nous prendre ?

M. R. : Il faut limiter notre exposition aux champs magnétiques en général. Que les gens qui ont du Wifi chez eux l'éteignent la nuit. Nous sommes pour une technologie en fibre optique, comme l'ont fait les autres pays européens, car elle permet de ne pas être exposé à ces champs. Concernant le portable, nous ne sommes pas contre son utilisation, mais il faut savoir l'utiliser d'une façon rationnelle. Il faut utiliser un kit oreillette, avoir des conversations les plus courtes possibles et ne pas utiliser son portable en voiture.

M. H. : Toutes les études montrent que le téléphone mobile est la source de rayonnement électromagnétique qui nous expose le plus. Nous devons commencer par réguler notre utilisation du téléphone portable, et privilégier le téléphone fixe. Il faut également faire en sorte que les enfants n'aient pas de baby phone à côté de leur lit. Le principe général : on éloigne la source.

Propos recueillis par Marie Saint-Cast

Lexique

Rayonnement électromagnétique
Un rayonnement est une énergie transportée dans l'espace sous forme d'ondes (ou de particules), qui permettent de transporter une information d'un endroit à un autre. Ces ondes sont matérialisées à la fois par un champ magnétique et un champ électrique. Elles sont aussi matérialisées par des fréquences pouvant être très basses (si la longueur d'onde du rayonnement est élevée) ou très hautes (si la longueur d'onde est peu élevée).

Pour en savoir plus

www.criirem.org
www.afsset.fr
www.sante-radiofrequences.org

Martine Hours :
Épidémiologiste à l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS), présidente du conseil scientifique de la Fondation Santé et Radiofréquence

Michèle Rivasi :
Présidente du Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques (Criirem)

Pour en savoir plus

Le Guide de l'électricité biocompatible
Ce livre, facile d'accès, a pour but de nous aider à mieux comprendre les champs électriques et magnétiques. 192 pages, illustrées par des dessins humoristiques, pour comprendre ce que sont les rayonnements électromagnétiques, connaître les risques pour notre santé et savoir comment s'en préserver.

De Claude Brossard, électricien et spécialiste des environnements électromagnétiques. Préface de Michèle Rivasi. Éditions Des dessins et des Mots, 17 euros.
Pour passer commande : 02 99 61 05 24

« Et si la téléphonie mobile devenait un scandale sanitaire ? »
Étienne Cendrier, porte-parole de Robin des Toits, démontre dans ce livre que les dangers potentiels de la téléphonie mobile sont connus de l'industrie depuis des années.

D'Étienne Cendrier, préface de Franck Laval, Président d'écologie sans Frontière.
Aux Éditions du Rocher. 9,90 euros.

Article publié le 11 février 2008 sur
www.info-durable.be
Info-durable.be
Toute l'actualité belge du développement durable

Belgique

Un arrière-goût amer

Un mode de vie sain repose sur des exercices physiques réguliers et une alimentation équilibrée. Heureuse coïncidence, cette dernière est synonyme de faible empreinte alimentaire. Nous sommes donc en mesure d'envisager l'avenir sous un autre angle, car un régime alimentaire durable peut permettre à chaque habitant de la planète de vivre sainement.

Comment le Belge moyen peut-il sensiblement réduire l'impact de son régime alimentaire sur l'environnement ? En limitant rigoureusement sa consommation de viande et en privilégiant les produits de saison. En réalité, son empreinte alimentaire devrait être réduite d'un peu plus de moitié car, à ce niveau de consommation, la Terre peut nourrir l'entièreté de la population mondiale de manière équilibrée. Les médias s'avèrent être une bonne source d'information et de motivation pour les personnes souhaitant inverser la vapeur. En effet, cela fait plusieurs années qu'ils pointent du doigt, de manière presque constante, l'impact de notre régime alimentaire sur l'environnement. Le choix de consommer de la viande ou des aliments préparés n'est plus seulement une question de goût ou de valeur nutritive, mais avant tout de préoccupation face à la consommation élevée requise en termes d'énergie et de production agricole. Nous devons être conscients que la culture de variétés de plantes à échelle industrielle, qui exige d'énormes quantités d'engrais et de pesticides, se fait au détriment des surfaces forestières et des cultures traditionnelles. En outre, les aquacultures peuvent favoriser la résistance aux antibiotiques. Et à l'heure où l'agriculture moderne adopte des variétés uniformes de plantes et d'animaux à haut rendement, les autres espèces sont menacées d'extinction, ce qui a pour effet d'appauvrir à son tour la qualité du régime alimentaire et de fragiliser la sécurité d'approvisionnement.

Le contenu de notre assiette reflète notre conscience sociale

Le contenu de notre assiette reflète notre conscience sociale. Aux quatre coins de la Belgique, ou presque, il est encore possible de trouver une boulangerie ouverte le dimanche matin. Mais ce sont généralement des commerces familiaux qui ont toujours plus de difficultés à faire jeu égal avec l'industrie alimentaire, et les drames sociaux ne sont d'ailleurs pas rares. En d'autres endroits de la planète, les conditions de travail dans l'industrie alimentaire piétinent les droits de l'Homme et la disparition des cultures vivrières entraîne des problèmes de malnutrition et de famine. Et cela alors qu'au même moment, de grandes quantités d'aliments non consommés sont lamentablement jetées pour diverses raisons.

Le Belge moyen sait que l'alimentation a une influence sur sa santé. Surtout lorsqu'il s'agit de savoir qu'une alimentation déséquilibrée est mauvaise pour la santé et peut être à l'origine de troubles physiques (obésité, maladies cardiovasculaires et diabète) ou mentaux (anorexie, boulimie et hyperphagie). Toutefois, certaines catégories de population telles que les femmes enceintes, les personnes défavorisées ou les personnes retraitées sont manifestement plus vulnérables à ces pathologies que le reste de la population. Les mesures entreprises par les pouvoirs publics doivent également en tenir compte.

À l'heure actuelle, nombre de ces effets de l'alimentation sur l'environnement, la société et la santé font d'ailleurs l'objet d'études scientifiques, menées entre autres par le SPP Politique scientifique. Les résultats aideront à dresser un cadre pour le « Plan Alimentation durable » prévu pour 2012*.

Antoine Pennewaert

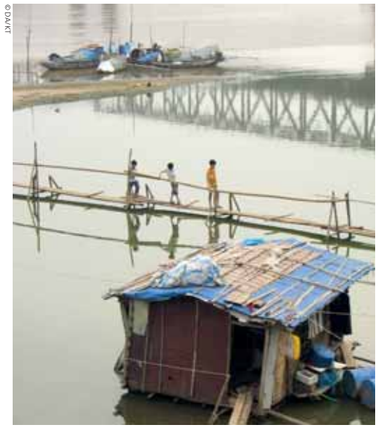
*Cet article s'inscrit dans une série de textes qui visent à expliquer au public belge le contenu et les mesures de l'avant-projet de plan fédéral développement durable 2009-2012

Pour en savoir plus
www.info-durable.be
www.plan2009.be

Val-de-Marne / Vietnam

L'eau au cœur de la santé

Une coopération basée sur l'eau, entre le Val-de-Marne et la province vietnamienne de Yen Baï, contribue à améliorer la santé de toute une population.



© DAKI

Comment soigner avec de l'eau usée des personnes malades des pollutions des eaux ? Pour surmonter le défi sanitaire majeur de l'hôpital provincial de Yen Baï, experts vietnamiens et français ont mis en place, au fil du temps, une coopération basée sur l'eau. Après l'envoi de matériel purement médical dès 1995, un système de distribution d'eau potable et d'assainissement a été créé à l'hôpital. Il a permis aux médecins d'améliorer la qualité de leurs soins et a préservé le fleuve rouge de nouveaux rejets d'eaux usées. Par ricochet, la population de toute la province est un peu mieux protégée des hépatites ou de la malaria, des maladies souvent dues à la pollution des nappes phréatiques. Ce programme vient d'être complété par un projet de traitement des déchets polluants, jetés jusqu'alors derrière l'hôpital.

« L'eau est un bien commun et non un produit que l'on vend »

Pourquoi le Val-de-Marne est-il si impliqué dans la coopération internationale autour de l'eau ? « Dans notre département, nous sommes un peu des originaux puisque l'eau est un service public. On consacre une partie de notre budget à ce droit fondamental qu'est l'accès à l'eau. Pour notre équipe, qui représente 350 salariés, l'eau est un bien commun et non un produit que l'on vend. Nous rendons des comptes à des usagers et non à des actionnaires. C'est donc très stimulant de pouvoir apporter sa pierre au traitement d'un enjeu majeur de la planète à travers ces actions au Vietnam », explique Jacques Perreux, vice-président du Conseil général en charge de l'eau, de l'assainissement et du développement durable.

Après la création d'un incinérateur de déchets et d'une station d'épuration, la première du genre dans cette région montagneuse du nord-ouest du Vietnam, deux nouvelles communes sont équipées à leur tour d'une station de potabilisation, d'un réseau et d'infrastructures d'assainissement. Le coût de ce nouveau projet s'élève à 477 500 euros dont 252 000 euros financés par le Conseil général, et permettra à 7 000 personnes d'accéder à l'eau potable.

Stéphanie Senet

L'écologie s'invite en prison

Le système pénitentiaire français est de plus en plus sensible aux enjeux environnementaux. Au risque d'oublier les véritables défis de la prison ?

En novembre 2007, le pénitencier de Neuvic, en Dordogne, s'est doté de capteurs solaires thermiques pour chauffer en partie l'eau de ses bâtiments. Une première en France. Le choix de Neuvic n'est certes pas neutre. « C'est un établissement important, explique Elsa Dujourdy de l'Observatoire International des Prisons (OIP), et d'une grande superficie, à gestion mixte, ce qui signifie qu'une partie des services de fonctionnement est déléguée à des entreprises privées. » C'est la société Elyo qui gère Neuvic. C'est donc elle qui, comme le dit Thierry Dumonteil, délégué syndical FO à Neuvic, « a mis la main à la poche, car c'est aussi un coup de pub pour eux » - bien que 40 % de l'investissement ait été assuré par l'ADEME (c'est-à-dire l'État). De cette installation, l'A.P. (administration pénitentiaire) attend des économies d'énergie. La question est : à qui vont profiter ces économies ? Au contribuable ou à Elyo, le gestionnaire ?

L'administration pénitentiaire développe depuis plusieurs années une démarche écologique

L'administration pénitentiaire développe déjà depuis plusieurs années une démarche écologique. Centrales de cogénération, généralisation des tubes et lampes basse consommation, récupération des eaux de pluie, tri sélectif. Les nouvelles constructions devront prendre en compte la démarche HQE (Haute Qualité Environnementale) qui, selon l'administration, « permettra d'optimiser le confort d'usage et les conditions de vie et de travail des occupants ». Ce qui fait plutôt sourire (pour ne pas dire plus), l'OIP : « Comment dire qu'une démarche HQE va améliorer les conditions de vie de détenus qui vivent à trois dans une cellule ? Pour nous, c'est de la jolie communication. On est très loin des problèmes réels. » Quand l'administration affirme qu'elle « rencontre toutefois des difficultés à inciter les personnes détenues à pratiquer le tri sélectif dans leur cellule », on peut effectivement se demander si son souci écologique n'est pas quelque peu déplacé.

Autre élément cocasse, cette étude de faisabilité conduite en 2008 par l'A.P. sur l'installation d'éoliennes légères sur les toitures des bâtiments pour servir en même temps de système de protection contre les hélicoptères. L'énergie renouvelable au service de la sécurité des prisons : un « deux en un » déroutant. Elsa Dujourdy préférerait que l'écologie « s'intègre dans le cadre d'activités permettant de développer l'emploi ou les activités socio-culturelles offertes aux détenus ». Ainsi, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) développe de plus en plus les « TIG environnement ». Et c'est certainement plutôt cette implication des détenus à des enjeux environnementaux qui fait sens, même si les expériences françaises sont encore très loin de ce que l'on peut concevoir en Norvège (voir encadré).

Olivier Delahaye
Agence Rue des Pommiers

La Norvège crée la prison écolo et citoyenne

Au moment où Neuvic s'offrait ses panneaux photovoltaïques, s'ouvrait sur l'île de Basty, près d'Oslo, la première prison « écolo-humaine ». Un tout nouveau système de détention y est mis en pratique. Les prisonniers partagent de petites maisons de bois, sans barreaux, et travaillent de 8 h 00 à 15 h 00 à l'élevage et à l'agriculture bio. Notable différence avec Neuvic : ils ont installé eux-mêmes leurs panneaux solaires et recyclent tout ce qui peut l'être. « Ce que nous voulons, c'est responsabiliser les détenus, leur donner confiance en eux, et leur apprendre le respect », confiait ainsi à Reuters Oyvind Alnaes, directeur de la prison.

Panneaux solaires, centrales de cogénération, récupération des eaux de pluie... l'administration pénitentiaire entame une démarche écologique.

Solidays fête ses 10 ans et se met au vert !

Les Solidays, célèbre festival faisant rimer musique et solidarité, organisé par l'association Solidarité Sida afin de sensibiliser le grand public à la lutte contre le VIH, fête ses 10 ans. Une édition très spéciale attend les festivaliers avec 80 concerts programmés du 4 au 6 juillet, dont un concert spécial anniversaire réunissant plusieurs artistes surprises le samedi soir.

Pour fêter ce dixième anniversaire, le site s'est agrandi d'une cinquième scène et de plusieurs nouveaux espaces de convivialité et d'échange, parmi lesquels « Au bout du monde ». « Cet espace est une sorte de village éco-citoyen », indique Emmanuel Dollfus, responsable de la communication de Solidays. « Avec "Au bout du monde", nous souhaitons faire converger les thématiques de santé, d'inégalités face au virus du sida avec un développement plus équilibré dans la vie quotidienne et à l'international. » On trouvera, dans cet espace situé dans un bosquet vallonné qui surplombe Solidays, de la mode et cosméto éthique, de l'éco design, une librairie spécialisée, de l'alimentation bio, une installation de Land Art, des massages ainsi qu'un stand Toogezer !

Souhaitant aller encore plus loin dans l'approche responsable du festival, ses organisateurs ont renoncé aux 300 000 gobelets en plastiques, habituellement distribués, pour des verres consignés. « Ce système est bien connu, mais n'a jamais été mis en place à cette échelle », relève Emmanuel Dollfus. « Nous avons monté un partenariat avec Ecocup et cela nous permet de faire une économie de déchets de 300 000 verres sur le site, qui sera plus propre. Nous avons également une politique par rapport à notre consommation d'électricité : nous fonctionnons avec des groupes électrogènes, mais qui sont utilisés selon des plannings drastiques, pour faire des économies d'énergie. Et bien sûr, nous trions les déchets sur le site. »

Cette année, Solidays promet de battre des records de fréquentation et c'est tant mieux ! Car comme nous le rappelle Barbara Alfandari, directrice adjointe de Solidarité Sida, « les bénéfices réalisés lors du festival sont redistribués par l'association à ses associations partenaires françaises et internationales qui viennent en aide aux malades du sida. »

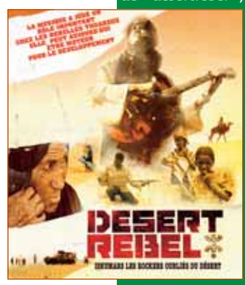
Marie Saint-Cast

Pour connaître la programmation des Solidays 2008 et acheter vos places : www.solidays.org

Écouter

Désertrebel

De la kalachnikov à la guitare, il n'y a souvent que quelques accords... De paix bien évidemment, mais également symphoniques. La musique est devenue le nouvel outil de combat d'Abdallah Oumbadougou, ex-rebel touareg nigérien, aujourd'hui membre fondateur de « Désertrebel ». Ce collectif rassemble des artistes, acteurs, producteurs et musiciens qui se sont réunis pour faire vivre leurs passions à travers les frontières, et mener à bien des projets d'éducation et de commerce équitable entre la France et le Niger. Quand le rock et le blues redécouvrent leurs racines africaines, les couplets engagés et poétiques se mêlent aux « récits coup de poing » de voyageurs, comme Guizmo du groupe Tryo, et entraînent l'auditeur à travers les latitudes sahariennes. Depuis la création de « désertrebel », deux albums et un film « Les rockers oubliés du désert » sont dans les bacs pour tous les irréductibles amateurs de ballades musicales.



Pour retrouver la troupe en concert ou sur un festival, ainsi que leur actualité, rendez-vous sur www.désertrebel.com.

Lire

L'envers des médailles JO de Pékin 2008

Ce recueil concis mais engagé est peut-être l'outil le plus simple pour comprendre pourquoi les défenseurs des droits de l'Homme agitent l'actualité. À quelques semaines de l'ouverture des XXIXes Jeux Olympiques, l'ouvrage résume en dix fiches les principales violations des droits de l'Homme commises dans l'Empire du milieu. Citons, entre autres, l'absence de liberté d'expression, la multiplication des exécutions capitales, l'intolérance religieuse et la répression exercée sur les populations du Xinjiang et du Tibet. Le collectif Solidarité Chine, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et l'association Ensemble Contre la Peine de Mort y vont de leurs plumes... pour une compréhension optimale du lecteur.

Par Alain Bouc et Claude Meurisset,
Édition bleu de Chine. 76 pages, 8 euros.

Voir

« 6 milliards d'autres »

Uniquement disponible sur le net, mais bientôt présentée à tous (en janvier 2009 au Grand Palais à Paris), l'exposition « 6 milliards d'autres » est un projet planétaire et interactif mené par Yann Arthus-Bertrand et son équipe depuis 2003, en partenariat avec Médecins du Monde. « 6 milliards d'autres » souhaite dresser un portrait sensible et humain de la planète et de ses habitants. Pour réaliser ce projet, six réalisateurs sont partis à travers le monde pour recueillir des témoignages d'individualités qui nous ressemblent, nous touchent et nous poussent à nous remettre en question. Soixante-douze pays ont été visités, 4 500 interviews ont été réalisées et transcrites en 450 heures de portraits, en V.O. sous-titrée. Histoires de familles amusantes et émouvantes, récits d'expériences, d'épreuves et d'interrogations sur le sens de la vie, enrichissent la diversité de l'œuvre. Le slameur Grand Corps Malade dirait peut-être de cette expo que ces « paroles du bout du monde... nous montrent que la source n'était pas si loin ! »

Pour les curieux, n'hésitez pas à voyager sur www.6billionothers.org.

Articles publiés le 30 avril et le 6 mai 2008
sur www.naturavox.fr

NaturaVox

Des jouets électroniques 100 % écolos

Alors que la plupart des jouets sont bourrés d'électronique, nécessitant toujours plus de batterie, les Sprig Toys se veulent au contraire écolo. Ils reprennent un principe connu depuis bien longtemps et qui ne nécessite aucune source d'énergie : l'effet dynamo.
Ces véhicules aux drôles de bouilles qui semblent tout droit sortis d'un dessin-animé sont des Sprig Toys. Leur particularité ? Ils racontent des histoires (accompagnées d'effets sonores pour le modèle vert) et les lumières (LED) sur le casque des petits personnages s'allument... le tout, sans batterie ni pile.
À l'heure où la tendance est au matériel de plus en plus économe énergétiquement (électroménager, véhicules...), l'électronique est devenue omniprésente dans les jouets, nécessitant toujours plus de batteries en tout genre. Pourtant, il est une source d'énergie renouvelable très performante et sous utilisée : celle générée par les jouets eux-mêmes, en interagissant avec l'enfant, selon un principe similaire aux manivelles permettant de recharger des lampes torche (effet dynamo).
L'idée est venue de Chris Clemmer, designer américain, à l'origine de la société Sprig Toys créée en 2007 et dirigée par Craig Storey. Fabriqués en sprigwood, matériau biocomposite thermoplastique à base de fibres de bois recyclées, ces jouets se rechargent simplement lorsqu'ils roulent. Il existe 3 modèles (Discover rig, Rally racer et Baja scout), symbolisant chacun une aventure différente relatée par le véhicule lui-même (5 aventures disponibles au total).
Ils seront disponibles à partir d'automne 2008 aux États-Unis et en Europe.

Aurélie Baral,
Consultante
en environnement,
principalement
en Écologie urbaine

Son site : http://ungesteparjour.hautetfort.com

Rubbish Busters ou le « google maps des déchets »

RubbishBusters
Le site qui fait du bien à la nature

Rubbish Busters propose aux internautes de signaler toute source de pollution constatée sur son site. Les images envoyées sont ensuite reprises sur une carte du monde. Une initiative intéressante qui pourra peut-être influencer les décisions des pouvoirs publics.
L'été dernier, je me disais "je vais créer pollution.quotidiendurable.com, la cartographie des pollutions". Un site où on pourrait envoyer la photo du lave-linge découvert au milieu des bois. Et bien RubbishBusters l'a fait ! Le site en est encore à ses débuts, mais l'outil est prometteur.
Vous pouvez d'ores et déjà déposer une photo de votre pollution et indiquer son statut : à nettoyer, nettoyée et déclarée en mairie.
Si tout se passe comme il faut pour la jeune association, on peut penser qu'elle disposera d'ici quelques mois d'une réelle cartographie des décharges sauvages en France. En un clin d'œil sur une carte, vous pourrez savoir quels sont les coins les plus pollués. Si l'outil est adopté, il pourrait devenir un moyen de pression important sur les collectivités locales, notamment dans les lieux touristiques.
Imaginez la photo des plages sous l'angle "pollution", comme le fait Surfrider Foundation avec ses pavillons noirs, mais avec les photos des sacs plastiques en plus ! Vu que les données sont exportables sur un GPS, les promeneurs pourront aussi décider de l'itinéraire le plus propre pour leur balade du dimanche.
Parmi mes idées pour rendre l'outil 100 fois plus efficace. Permettre l'envoi par téléphone mobile. Informer directement les mairies de la mise en ligne d'une nouvelle pollution sur leur territoire. Ou permettre à d'autres personnes de confirmer qu'elles ont bien vu cette pollution.

Par Quotidien durable
Pour consulter son site :
quotidiendurable.org,
lieu de réflexion pour un quotidien
plus responsable,
créé par Olivier Demaegtd.

Toogezer se réorganise suite à un incendie... et déménage au cœur de Paris !

Les locaux de Toogezer, situés à Alfortville dans le Val-de-Marne, ont été dévastés par un incendie le samedi 12 avril. Après deux mois de transition et grâce au soutien de nombreuses personnes, Toogezer reprend le cours normal de ses activités dans ses nouveaux bureaux situés dans le troisième arrondissement de Paris. Nous tenons ici à remercier la société ONG conseil, qui nous accueille désormais, ainsi que MM. Éric Le Quinio et André Kemoun, qui nous ont hébergés ces derniers mois.

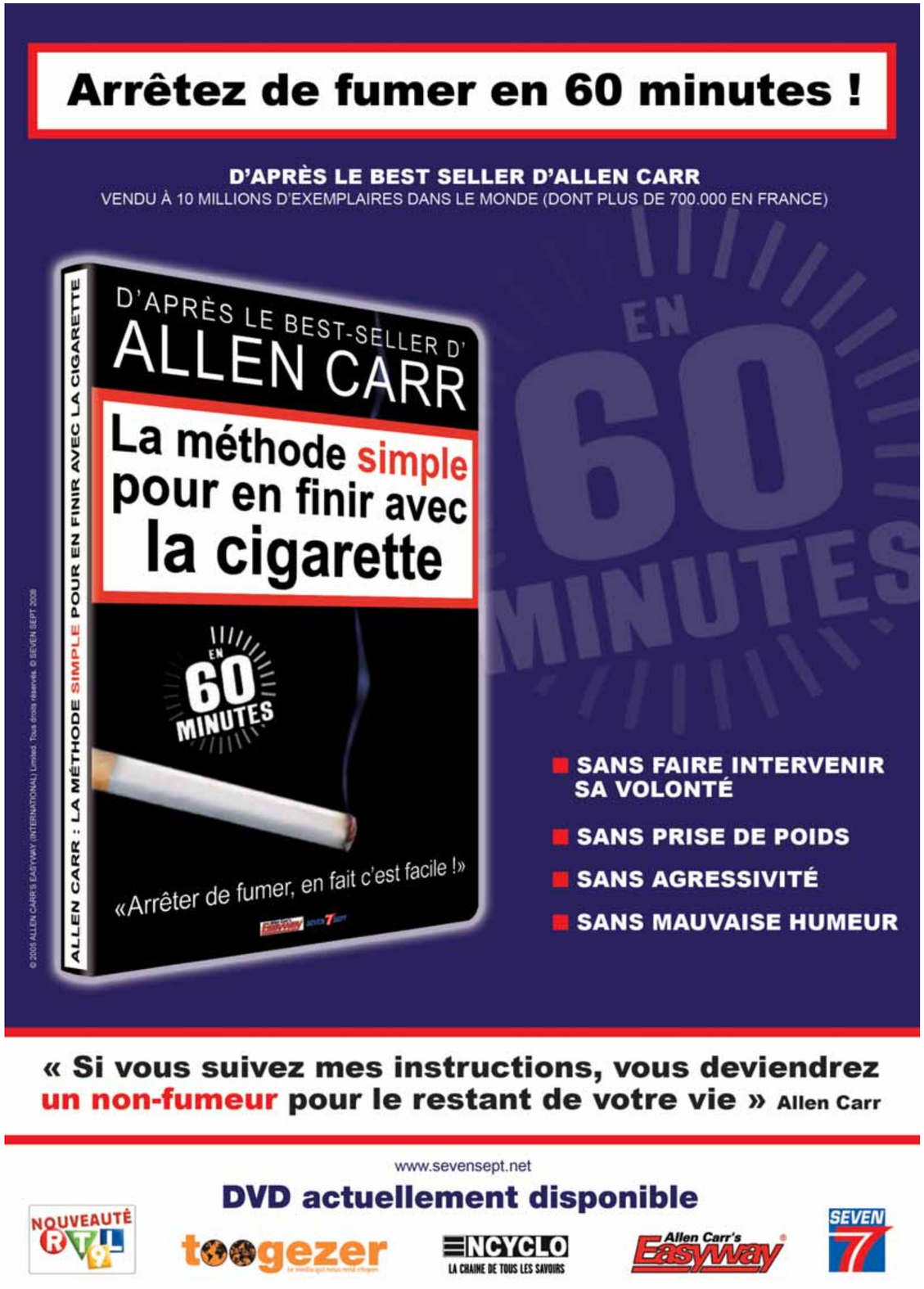
Courrier des lecteurs

Que l'incendie que vous avez subi n'entame pas le dynamisme de l'équipe. Votre site Internet et votre journal sont riches d'infos intéressantes et c'est globalement une initiative remarquable.
Merci et courage pour poursuivre sur cette voie malgré les épreuves !
Antoine

Je viens de découvrir votre journal. Je trouve le choix des sujets et le contenu de qualité. Je souhaiterais volontiers diffuser cette information dans mon entreprise. Je suis impatiente de découvrir le prochain numéro et serais très intéressée d'y trouver plus d'infos et de conseils pour optimiser mes consommations au bureau et à la maison. Merci de nous éclairer... .
Chantal

Je viens de lire le dernier numéro, la ligne éditoriale est très intéressante. Merci pour tout ce travail. Enfin un journal qui compile les différentes actions.
Sophia

Alors que développement durable et les droits de l'Homme sont souvent cloisonnés l'un de l'autre dans les discours de nos politiques, je suis heureuse de constater qu'un magazine ose enfin le rapprochement. Les « bons tuyaux » de Toogezer manquaient au paysage de la presse gratuite pessimiste et voyeuriste, alors insistez car c'est le seul moyen d'être écouter!
Nicolas



Quand la toile tisse son réseau !

Fort de son milliard d'utilisateurs, Internet est l'un des outils de communication les plus populaires au monde. Plus qu'un réseau mondial, il est un marché gigantesque de biens et services, hébergeant les « e-entreprises ».
Soliland en est un exemple « solidairement » innovant ! Le concept est proche d'un supermarché, où les consommateurs bénéficient de prix choc, sans léser le producteur et tout en finançant des programmes d'associations humanitaires. Grâce à un panel de plus 30 000 produits diffusés dans 400 magasins, Soliland perçoit une commission sur chaque vente. Il en reverse la moitié à l'ONG choisie par le consommateur. Ainsi, chaque acteur tire profit de cette coopération.

soliland
vos achats ont du cœur

Pour participer à cette initiative solidaire, rien de plus simple : connectez-vous sur www.soliland.fr, choisissez votre association, faites vos courses et le tour est joué. Un assistant de navigation et un comparateur de prix guideront votre première visite.

Recharger au solaire

En voyage ou chez soi, pour faire des économies d'énergie, on recharge ses piles, son téléphone portable ou son lecteur MP3 grâce à l'énergie solaire. Le chargeur est équipé d'un panneau solaire orientable et d'une prise USB et peut recharger deux piles LR03 ou LR06. Notez qu'il faut environ 16 heures pour recharger deux piles.
Chargeur solaire piles Uniross, 49,90 euros Nature & Découverts.

On en remet une couche !

Quand on sait que les couches jetables mettent entre 200 et 500 ans à se dégrader, qu'elles représentent 60 fois plus de déchets que les lavables, et 8 fois plus d'énergies et de matières premières non renouvelables, sans compter qu'elles irritent la peau de nos têtes blondes car elles contiennent des produits chimiques... On teste avec enthousiasme la dernière née au rayon des couches lavables tout-en-un : la HappyPoo. Fabriquées en Europe, pour limiter les transports, les HappyPoo existent en trois coloris acidulées et en quatre tailles.
Couche HappyPoo, 19 euros, à commander en ligne sur www.happypoo.fr ou sur www.lemondelea.fr

Ma maison est en carton...

Des meubles en carton, l'idée a de quoi surprendre ! Considéré par beaucoup comme un déchet, le carton est un pur produit de recyclage et une matière idéale à travailler car il se plie aux exigences du créateur ! Le résultat est convaincant. Mobilier fonctionnel ou pour enfant, Carton design a imaginé une gamme design et épurée. Et contrairement aux idées reçues, le carton a une durée de vie longue et peut supporter des charges importantes. Les peintures et vitrificateurs utilisés pour sublimer le carton sont biologiques ou labelisés NF environnement.
En photo : La commode pour enfant, 260 euros. Pour en savoir plus et passer commande : www.carton-design.fr

Je me fais une Bioté

Déjà reconnus pour la qualité de leurs produits, les laboratoires Nuxe se lancent désormais dans le bio avec leur nouvelle ligne Bio Beauté, certifiée Ecocert et labellisée Cosmébio. Les huiles pour le corps comme celles pour le visage sont à la fois gourmandes - avec leurs délicats parfums 100 % naturels de fleurs de cerisier, de pêche, d'iris blanc - et performantes. Pour le visage, Bio Beauté propose 4 huiles : démaquillante, clarifiante, apaisante et hydratante ; et pour le corps, on raffermit, on hydrate ou on nourrit, c'est au choix !

Bio Beauté de Nuxe, Huiles visage et huiles corps, de 19,50 à 25 euros. Disponibles en pharmacies, parapharmacies, grands magasins et espaces dermopharmacie.

Des ballons de sport éthiques

Avis aux amateurs du ballon rond ! Ethletic propose des ballons de sport (football, rugby, volley, handball et basket) en caoutchouc écologique, issus du commerce équitable et fabriqués dans des manufactures où la dignité humaine des ouvriers est respectée. La marque commercialise également des chaussures sportwear, fabriquées selon la même éthique. Et pour compenser ses émissions de CO_2, causées par le transport de ses produits, la marque travaille avec Climat Mundi, et nous remet avec notre facture une copie du certificat de compensation.

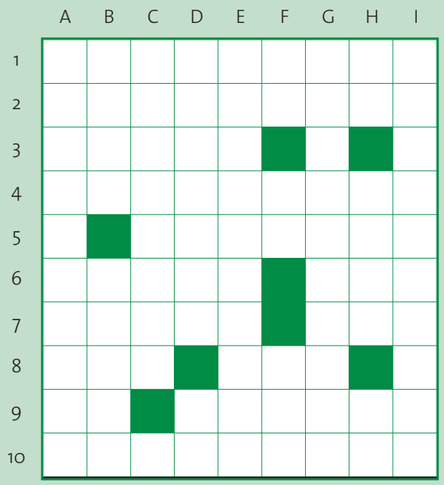
Pour en savoir plus www.ethletic.fr et pour connaître les points de vente : 01 80 81 50 32

Une protection solaire naturelle

Cet été, pour se dorer la pilule sans abîmer sa peau, on opte pour la gamme solaire biologique de Weleda à base d'edelweiss. Soumise à des écarts climatiques extrêmes et à un rayonnement intense, l'edelweiss développe des substances aux vertus anti-radicalaires, apaisantes, anti-inflammatoires et protectrices. Les bienfaits de l'étoile des neiges, cultivée biologiquement dans le Valais suisse, sont associés à des écrans minéraux pour protéger efficacement des UV et aider la peau à se régénérer. Lait, crème, et lait après-solaire, les produits peuvent être utilisés par toute la famille...
www.weleda.com

Rubrique dirigée par Flora Barré

Les mots croisés de Seb



Retrouvez les solutions Sur le site Internet www.toogezer.com à partir du 10 juillet !

Horizontalement :

1 Réduisait son empreinte écologique.
2 Ses petits sont gros... mais de moins en moins nombreux.
3 Faire preuve de charité.
4 Qui a su éviter le camion.
5 N'étions pas si froids.
6 Le vers dans la feuille de chou ? • Forme la personnalité.
7 Surgis du néant • Risque d'être submergée si les eaux montent.
8 Pile • Anciens agents de l'étranger.
9 Le début d'une époque • Jamais désintéressée quand elle est invoquée entre deux pays.
10 Pas gâchées.

Verticalement :

A Générer des mutations.
B Prophète en son pays • Enveloppa.
C Plantations.
D Utilisée naguère pour assaisonner les pious-pious • Glande sur les arbres.
E On peut tomber dessus en ouvrant le noyau.
F Nuage de pollution à l'ouest de l'Amérique. • Goutte d'huile • Tel quel.
G A le cœur plus accroché que ceux qui passent sur sa table.
H Le bout de la nuit • Molécule alcoolisée. • Queue de pie.
I On risque d'y transporter moins de touristes si le climat se réchauffe.

Les incongrus de Jeanne

SOS patate

Savez-vous quel est le point commun entre une Vitelotte, une Lapin puikula et une Papa colorada ? Ce sont toutes trois des espèces de pomme de terre. Profitez que 2008 soit l'année internationale de la pomme de terre, née il y a 8000 ans dans les Andes, pour apprendre quels sont les rapports qui existent entre la pauvreté, la sécurité alimentaire, la malnutrition et la contribution potentielle de la patate à la lutte contre la faim. Une déclaration de l'ONU attire même l'attention sur la contribution que la Solanum tuberosum (son petit nom scientifique) peut apporter à certains objectifs du Millénaire pour le développement. Infos botaniques, économiques, agricoles, et même culinaires sur www.potato2008.org !

Le poisson rouge sauvé des eaux

Les poissons rouges helvétiques n'ont plus de soucis à se faire, une nouvelle Ordonnance sur la protection des animaux a été mise en place en Suisse pour une application en septembre prochain.
La chasse d'eau, moyen simple de ne plus se soucier de ses charmants locataires d'aquarium avant de partir en vacances, est désormais proscrite... de même que la congélation. À moins de leur administrer de sérieux somnifères avant !
Il est possible d'utiliser « des substances étourdissantes non soumises à ordonnance vétérinaire. » On espère que ça ne fera pas plouf !
Source : www.univers-nature.com/

Heureuscope de Gilles Biraudeau

Bélier
Vous êtes heureux, les oiseaux chantent... mais n'oubliez pas que l'outarde canepetière est une espèce menacée !

Taureau
Évitez les farines et surveillez vos hormones !

Gémeaux
Vous avez besoin de vacances, pour autant, évitez à tout prix la crème solaire près des coraux !

Cancer
Votre quotidien vous ramollit, l'été doit être déclencheur de certaines prises de conscience : la déforestation ne faiblit pas en Amazonie.

Lion
Aujourd'hui, vous apprendrez que le 23 août est la journée internationale du Souvenir de la Traite Négrière et de son Abolition.

Vierge
Pour une fois vous serez d'accord avec votre âme sœur. Si vous n'en avez pas, vous tomberez au moins d'accord avec l'Agence Internationale de l'Énergie : « la révolution énergétique ne peut plus attendre » !

Balance
Opposants à Robert Mugabe, évitez de partir en vacances au Zimbabwe.

Scorpion
Vous vous réjouirez particulièrement de la convention internationale interdisant les bombes à sous-munitions, signée le 30 mai dernier...

Sagittaire
Du 3e décan, vous déplorerez que la convention internationale interdisant les bombes à sous-munitions n'ait pas été signée par plus de pays.

Capricorne
Ne prenez que des résolutions que vous pourrez tenir ! Par exemple de n'acheter que du bois labellisé « gestion durable ».

Verseau
Vous voilà dans une forme olympique, ce qui n'est pas une raison pour aller en Chine les yeux fermés !

Poissons
Vous songez à vous reconvertir au travail, profitez-en pour changer vos habitudes alimentaires : votre quota de saumon sauvage et de thon rouge est atteint !

Serge Orru : « Rendons ringard le jetable ! »

Serge Orru a pris la tête, il y a maintenant deux ans, de la plus grande association française de défense de l'environnement : le WWF, qui fête cette année ses 35 ans. Deux dates anniversaires qui sont l'occasion de faire un bilan des combats passés et à venir.

Quel premier bilan tirez-vous du Grenelle de l'environnement ?
On ne pourra tirer un premier bilan du Grenelle que d'ici 4 ans. Mais ce Grenelle est l'un des plus grands inventaires environnementaux qu'un pays riche ait jamais fait. Maintenant, on n'a jamais été dupes. Quand bien même on obtiendra 50 % de ce que nous avons demandé, il nous restera encore 50 % à obtenir, et là, il nous reste toute notre vie pour les obtenir. Mais, seules, les ONG ne pourront rien faire, on a besoin des forces vives. Nous ne sommes pas les Nations unies ! Nous nous battons avec abnégation, mais aussi et surtout avec nos moyens.

Qu'attendez-vous de la présidence française de l'Union européenne ?
La mise en œuvre du paquet « Énergie-climat ». Mais nous voulons 30 % de réduction des gaz à effet de serre, et non pas 20 % comme c'est le cas dans le paquet. Il faut penser à un ferroutage européen digne de ce nom, travailler sur les canaux maritimes à l'échelle européenne et développer le secteur de la recherche. Les États-Unis n'ont pas signé Kyoto 2, mais sur la recherche sur l'hydrogène et le photovoltaïque, ils sont largement devant nous. On est capable de créer Airbus, on doit être capable de créer l'Airbus des énergies renouvelables ! Il faut aussi et surtout faire cesser cette PAC qui produit de l'agriculture intensive et des produits qui nous intoxiquent au quotidien, exiger des constructeurs automobiles une réduction drastique de leurs différentes émissions.

Qu'est ce que c'est, être un éco-citoyen ?
C'est d'abord s'engager chez soi, avoir les bons gestes et pouvoir les reproduire dans son entreprise. C'est aussi interpeller les directeurs de supermarché quand il n'y pas suffisamment de produits bios, les grandes marques quand elles n'ont pas une qualité écologique évidente. Il ne faut pas hésiter à écrire au service des consommateurs. Il faut devenir des militants de la cause, et chacun peut l'être : dans sa famille, son entreprise, son école, sa mairie, son quartier, sa région, son pays et dans son monde. Il faut créer une effervescence citoyenne joyeuse. Être écolo, c'est respecter la biodiversité et respecter les autres – donc améliorer la qualité des rapports humains sur la planète. Comment parler d'écologie sans parler de droits humains ? C'est indissociable. Le dérèglement climatique va être le plus grand problème social que l'humanité ait jamais traité. Au XIXe siècle il y a eu la lutte des classes, au XXIe siècle il y aura la lutte des glaces !

Quels sont les grands combats urgents à mener aujourd'hui ?
Rendre ringard le jetable ! Aujourd'hui, le jetable est moderne. Pourquoi les Américains, pendant la guerre, de 1943 à 1945, n'ont plus jamais produit une voiture ? Parce que, du jour au lendemain, ils n'ont produit que du matériel militaire. Et aujourd'hui, nous sommes dans une guerre : dans 10 ans, il n'y aura plus d'Arctique. On dira : « formidable, cela va ouvrir des voies maritimes qui iront plus vite, les Russes vont pouvoir extraire du pétrole et du gaz à volonté », mais si l'Arctique fond, il va y avoir d'autres conséquences. L'Arctique, c'est très lointain pour les gens. Pourtant, il faut s'insurger ! On a remis un prix Nobel de la Paix au GIEC* [conjointement avec Al Gore en 2007, NDLR], ça veut dire que maintenant le climat est vecteur de guerre ! Le problème de l'eau est plus grave que l'augmentation du prix du baril de pétrole. Il faut prendre conscience que nous devons respecter nos biens communs. Qu'on ne doit pas dévorer nos matières premières. Aujourd'hui, nous sommes des cannibales !

Quels sont les gestes simples, au quotidien, que nous pouvons appliquer ?
Ce qu'on peut faire simplement, c'est empêcher la déforestation. Cela veut dire aider les pays qui possèdent ces forêts à les maintenir. Donc pour le papier hygiénique ou l'essuie-main, il faut utiliser essentiellement des papiers recyclés, qui peuvent sauver des milliers et des milliers d'hectares de forêts. Quand on s'est attaqué aux sacs plastiques, on nous riait au nez. Mais il fallait bien attaquer l'icône de la société de consommation et du jetable. On est passé de 17 milliards de sacs plastiques distribués en 2003 à moins de 3 milliards cette année, on économise ainsi des matières premières.

Propos recueillis par Marie Ernoult

*GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

1600 pandas à Paris

Qui ne connaît pas le célèbre panda, icône du WWF ? Désormais mondialement connu, cette espèce est pourtant en danger. Il n'en reste plus que 1 600 sur la planète... Pour fêter ses 35 ans de combat et faire prendre conscience à tous de l'urgence de protéger notre biodiversité, le WWF-France, associé à Ushuaïa TV, rend hommage à son panda le 7 juillet prochain, sur le Parvis de l'Hôtel de ville de Paris. Un événement majeur à ne pas manquer. Plus d'infos sur www.wwf.fr

Pour devenir membre du WWF, allez sur www.wwf.fr

OÙ VOUS VOULEZ,
QUAND VOUS VOULEZ !
Avec Saïga,
voyagez durable à la carte !
En France ou au bout du monde,
pour quelques jours ou quelques semaines,
à deux, en famille, seul ou en groupe,
Saïga conçoit pour vous des voyages à la carte,
pour un écotourisme qui vous ressemble.
Nature
& Découvertes
saïga
www.saiga-voyage-nature.fr
le partenaire de Nature & Découvertes
SAÏGA : 05 46 41 34 42